



Büro für Konfliktforschung in Entwicklungsländern

Office for Conflict Research in Developing Countries

## **”Notre projet - c’est la survie!”**

Une étude concernant l’influence des conditions-cadre caractérisées par des crises politiques, économiques et militaires sur la mise en application du projet Kabare et sur l’accessibilité du groupe-cible en question. Ce travail empirique est basé sur un sondage auprès des personnes représentant l’opinion publique.

**Projet du Développement rural, Kabare, Congo-Est**  
(PN 98.2047.3)

rapport de Dr. Markus Weilenmann  
Office for Conflict Research in Developing Countries  
Alpenstr. 25, CH-8803 Rüschlikon

le 30 mai 1999

## Contenu

<b>1. Introduction</b>	5
1.1 Mandat	5
1.2 Procédé méthodique	6
1.3 Structure	11

## Partie I Collectivité Kabare:

### Les Conditions de vie sous l'influence de la crise 13

<b>1 Resultats du sondage de la ville</b>	14
1.1 Informations sur la perception de la situation de vie en général à Bukavu	14
1.2 Des opinions sur la position publique et le rôle politique de la "Société Civile", du "CRONGD" et des ONGs internationales	17
1.3 Le projet Kabare et ses structures de partenaires dans le reflet de l'opinion publique	19
<b>2 Resultats du sondage des villages</b>	20
2.1 Conséquences générales de la guerre	21
2.1.1 Légitimation et délégitimation de l'autorité	23
2.1.2 Signes d'ethnicité?	25
2.1.3 Maniement des conflits locaux et emploi de violence	26
2.1.4 État d'approvisionnement économique et santé	29
2.2 Nuances locales de la guerre	30
2.2.1 Des soldats dans le village: l'exemple Bushumba	31
2.2.2 Un contrat local de domination: l'exemple Ishungu/Mumosho	34
2.2.3 Les attaques venant de la forêt: l'exemple Mubumbu/Mudaka	36
2.3 Nuances sociales de la guerre	38
2.3.1 Les mouvements de migration et des expulsés internes	38
2.3.2 La Situation des ménages et des exploitations agricoles	39
2.3.3 Les capacités d'entre-aide et la formation des groupes	42
2.3.4 Perspectives d'avenir	44
<b>3 Conclusion</b>	45
3.1 Les crises ne peuvent pas être additionnées	45
3.2 Tableau récapitulatif des résultats relatifs au contexte social	47

<b>Partie II</b>	<b>Est-ce que l'offre des services de consultation est utilisée?</b>	49	
<b>1</b>	<b>La perspective des clients de Bushumba</b>	51	
1.1	Profil des ILD "élevage", "vulgarisation agricole" et "alphabétisation"	52	
1.2	Les expériences locales dans la mise en pratique des offres de consultation	53	
1.3	Les désirs concernant les objectifs de consultation souhaités	54	
<b>2</b>	<b>La perspective des clients d'Ishungu</b>		55
2.1	Profil de l'ILD "vulgarisation agricole"	56	
2.2	Les expériences locales au cours de la réalisation des services de consultation	57	
2.3	Les désirs concernant les objectifs de consultation souhaités	58	
<b>3</b>	<b>La perspective des clients de Mubumbu</b>	59	
3.1	Profil des ILDs "vulgarisation agricole" et "eau potable"	60	
3.2	Les expériences locales au cours de la réalisation des services de consultation	61	
3.3	Premières expériences avec l'"approche colline"	62	
3.4	Les désirs concernant les objectifs de consultation souhaités	63	
<b>4</b>	<b>La perspective des clients de Kadjuu</b>	63	
4.1	Profil des ILD "vulgarisation agricole I & II" ainsi que de l'ILD "foyers améliorés"	64	
4.2	Les expériences locales au cours de la réalisation des services de consultation	66	
<b>5</b>	<b>La perspective des clients de Kinjuba</b>	66	
5.1	Profil des ILD "éleveurs-vulgarisation agricole", "eau potable" et "dieu-merci" (Légumes)	68	
5.2	Les expériences locales au cours de la réalisation des services de consultation	69	
5.3	Les désirs concernant les objectifs de consultation souhaités	70	
<b>6</b>	<b>Conclusion</b>	70	

## **Partie III La conception du projet à travers les données de l'enquête**

72

<b>1</b>	<b>Est-ce que l'analyse des problèmes du 3.98 est encore en vigueur?</b>	73	
1.1	Concernant le bien-fondé de l'économie de subsistance	74	
1.2	Concernant le bien-fondé de l'appauvrissement	74	
1.3	La valeur de l'élevage	75	
1.4	Concernant la question "Gender"	75	
1.5	Concernant le problème de la mentalité de preneur-parasite	76	
1.6	Concernant le retrait de l'État	76	
1.7	L'importance des ONG pour la politique de développement	77	
1.8	Conclusion: Les idées-clés pour une nouvelle analyse du problème	77	
<b>2</b>	<b>Les services du projet existant par rapport à la situation du problème définie</b>	80	
2.1	Des lacunes dans la prise en application: Questions ouvertes		81
2.2	Désirs et recommandations des personnes représentant l'opinion publique	82	
<b>3</b>	<b>Qu'est-ce que le projet peut réaliser?</b>	84	

### **Annexes**

<b>Annexe 1</b>	Terms of References pour l'analyse des conditions-cadre
<b>Annexe 2</b>	Hypothèses concernant le contexte social
<b>Annexe 3</b>	Guide d'entretien principale pour le village
<b>Annexe 4</b>	Feuille annexée concernant la politique de sécurité
<b>Annexe 5</b>	Guide d'entretien pour les vulgarisateurs
<b>Annexe 6</b>	Guide d'entretien Bukavu
<b>Annexe 7</b>	Situation de départ (analyse du problème du 3.98)

# 1 Introduction

## 1.1 Mandat

Dans le cadre d'une PFK du projet "Développement rural Kabare", j'ai été prié d'examiner sur la base d'une étude qualitative concernant la situation des groupes-cible comment les conditions-cadre, qui sont caractérisées par des crises militaires, politiques et économiques dans la Collectivité Kabare se répercutent sur la réalisation du projet "Développement rural Kabare". En outre, il fallait examiner si oui et comment les groupes-cible du projet sont accessibles sous les conditions-cadre données pour finalement pouvoir répondre à la question, si l'offre des services du projet correspond après tout encore aux besoins des groupes-cible.

L'arrière-plan de ce mandat est une histoire complexe de crises imbriquées les unes dans les autres. Celles-ci sont en partie dues aux structures et sont en rapport avec l'accroissement constant de la population et avec la faible différenciation économique (économie de subsistance), qui aboutit à une exploitation excessive des champs agricoles cultivables. Et en partie elles sont liées à la déconfiture des structures étatiques de l'ancien Zaïre. On pouvait observer ce phénomène depuis longtemps. Il se manifestait dans une désorganisation politique, économique et sociale des relations sociales. Celle-ci a été initiée en partie par la rébellion de Kabila et l'invasion consécutive des rebelles opérant du Rwanda et d'Uganda. Ainsi la population civile devenait victime de nombreux maraudages et la région du projet commençait à se fragmenter dans des régions de domination pas encore nettement définie (des régions rebelles apaisées et non-apaisées; zone d'invasion des Mayi-Mayi et des Interahamwe). À cela s'ajoute, qu'à cause de nouveaux conflits armés (depuis 8.98), le personnel allemand du projet a dû une nouvelle fois être retiré et la direction du projet se fait maintenant de Nairobi (téléguidage) et non plus de Bukavu. Et finalement, les problèmes budgétaires connus de la GTZ ont mené à une considérable réduction des disponibilités monétaires, ce qui limite également le degré de réalisation du projet TZ.

Vu la complexité de la situation de départ, des "termes de références" assez larges ont été développés. Ils englobent la dynamique interactive entre le déroulement du projet, les conditions-cadre changeants et la variabilité des buts et des groupes-cible à atteindre (Annexe 1). Comme le rapport PVK se réfère en partie à ces résultats, une collaboration étroite avec l'expert pour le "développement rural et la direction des ressources", Monsieur Uwe Klug, ainsi qu'avec la responsable du projet, Madame Birgit Kundermann, a été de mise et le rapport final qui s'occupe du déroulement du projet au sens propre a été complété par la présente étude. Celle-ci prend comme point de repère la perspective des groupes-cible et celle des personnes représentant l'opinion publique régionale ou locale et décrit une vue de l'extérieur et une perspective des clients du Projet Kabare. Ainsi l'étude se range dans l'histoire des travaux "bottom up".

## 1.2 Procédé méthodique

Pour des raisons de sécurité le sondage a dû être dirigé de Cyangu, une commune rwandaise frontalière. Il s'est avéré que la situation de sécurité n'était pas si précaire que présumée sur la base des informations disponibles. La vie civile reprend régulièrement le dessus malgré les conditions sociales difficiles. C'est la raison pour laquelle les vulgarisateurs continuent à fonctionner efficacement. Ainsi, il a été possible d'envisager dans le laps de

temps prévu un sondage qualitatif relativement étendu basé sur des personnes représentant l'opinion publique locale et/ou régionale ainsi que sur des groupes de base sélectionnés.

#### *a) Sélection des endroits de sondage*

Sur la base de premières information nous<sup>1</sup> avons présumé que la situation de sécurité de même que la situation d'approvisionnement économique et l'histoire des maraudages pourraient présenter des variations régionales considérables. À cela s'ajoute que les réfugiés arrivés du Rwanda qui transformaient - d'une manière considérable - la vie des paysans n'étaient pas présents partout dans le même nombre. D'autre part nous avons présumé que les influences macro-sociales devraient se montrer partout, mais dans des nuances différentes. Pour cette raison, nous avons développé une série d'hypothèses, qui ont de l'importance pour la réalisation du projet, qui traitent de la relation localité et crise et qui permettent une différenciation de l'effet de la crise et de l'effet du projet (Annexe 2). En outre, des critères concernant la réalisation pratique du sondage ont été développés. Il s'agit de l'accessibilité des villages, des risques de sécurité, de la proximité du "Parc National Kahuzi-Biega" (PNKB), de la qualification des vulgarisateurs pour l'enquête et des critères concernant les activités de projet déjà réalisées. En détail il s'agit de

#### **critères contextuels**

- À proximité de la rue / loin de la rue
- Proximité/distance d'anciens camps de réfugiés
- Activités/Non-activités d'organisation d'aide au secours
- Présence actuelle d'expulsés de régions de guerre
- Degré de destruction due à la guerre et aux maraudages
- Disponibilité à la violence dans des conflits internes

#### **Critères de praticabilité**

- L'accessibilité des villages
- Situation de sécurité dans les villages
- Qualifications des vulgarisateurs pour recueillir les données

#### **Critères orientés au projet**

- Intensité de l'intervention par le Projet Kabare et ses structures de partenaires
- Durée de l'intervention par le Projet Kabare et ses structures de partenaires
- Intégration des mesures appliquées par le Projet Kabare
- Proximité du Parc

Dans des conversations préliminaires à Cyangugu, le bien-fondé des critères choisis pour la réalisation a été examiné avec des collaborateurs du projet ainsi qu'avec des représentants des ONG. Sur la base de la situation de sécurité du moment, 5 villages, répartis dans la région entière du projet, ont pu être sélectionnés pour le sondage. Il s'agit en particulier des villages:

- Bushumba
- Kajucu
- Kinjuba
- Ishungu (Mumosho)

---

<sup>1</sup> "nous" cela comprend chaque fois Birgit Kundermann, Uwe Klug et Markus Weilenmann

## Mubumbu (Mudaka)

Pour des raisons de sécurité, seul les villages, dans lesquels des mesures du Projet Kabare ont été réalisées depuis 1995, situés à proximité directe du parc, ne pouvaient être pris en considération. Le sondage dans la région rurale a été complété par une enquête auprès des personnes représentant l'opinion publique de Bukavu. Elles étaient sélectionnées de sorte que les résultats de la partie urbaine et rurale de la région de Kabare peuvent être mis en rapport les uns aux autres.

### *b) Développement de fils conducteurs semi-structurés pour les entretiens.*

Deux fils conducteurs différents ont été développés, un pour la partie urbaine et l'autre pour la région rurale de Kabare. Comme la partie rurale est la première contrée d'intervention du projet et que les conditions de vie urbaines ont seulement une importance secondaire pour le Projet Kabare, il est compréhensible que le guide d'entretiens sur les conditions de vie des paysans est beaucoup plus complexe. Il sera donc définie comme "guide d'entretien principal".

Dans son contenu, le guide d'entretien principal veut saisir les effets locaux des divers niveaux de crise pour établir dans quelle mesure et à quel point les groupes-cible du Projet Kabare sont concernés par les bouleversement sociaux, comment ils s'arrangent avec ceux-ci, s'ils peuvent encore être atteints par le Projet Kabare et si et comment ils se servent de l'offre existante des services du projet. Comme cette interrogation présume une connaissance locale approfondie, les différents sujets sur lesquels l'enquête devrait porter ont été discutés au préalable d'une manière détaillée avec l'expert pour le "développement rural et la direction des ressources" qui avait habité auparavant à Bukavu et avec la responsable du projet (TORs 1 et 2). Ensuite les différents sujets - en tenant compte de leur niveau de précision à évaluer - ont été reliés avec nos hypothèses concernant la différenciation locale de l'effet des crises et du projet. Pour finir, un guide principal d'entretien semi-structuré a été développé (Annexe 3), qui dans l'essentiel couvre 5 grands thèmes:

*Tout d'abord*, nous avons sollicité une déclaration comment la population se sent au village. Également nous avons demandé des précisions sur les changements sociaux les plus importants, en visant surtout la vie collective (intérêt pour les groupes traditionnels, participation aux services religieux, organisation de fêtes, groupes de jeunesse et activités sportives). *En second lieu* suivent une série de questions qui ont comme sujet la situation économique (développement des prix, situation des ménages et consommation, changements possibles dans l'exploitation agricole, évolution dans le rendement des récoltes). Cette gamme de sujet a été complétée *troisièmement* par des questions qui s'adressent à quelques personnes avec une position clé, c'est-à-dire au maître de l'école du village (développement des entrées à l'école) et au personnel sanitaire (développement des services de santé publique, apparition de nouveaux microbes). Le thème des possibles perdants ou profiteurs mène *quatrièmement* à une série de questions concernant la politique locale (développement du profil de conflit et de violence locale et la manière de la manier; position locale des autorités de droit coutumier; façon et degré de la légitime défense organisée; accueil des expulsés au sein d'une même région). *En cinquième lieu* des questions concernant le rapport à l'offre existante des services du Projet Kabare étaient posées (des contacts au Projet Kabare; degré de l'usage des services; évaluation subjective des services offerts; des succès concrets de réalisation et des difficultés de réalisation). *À la fin* quelques questions concernant l'évaluation subjective des perspectives d'avenir suivent. Celles-ci renvoient de nouveau sur le premier complexe de questions.

En complément un supplément concernant la politique de sécurité (Annexe 4) a *premièrement* été développé. Celui-ci aborde les problèmes locaux du maintien du pouvoir (degré de la libre circulation ainsi que de la liberté d'opinion et de réunion; les dommages de guerre, les contacts avec les réfugiés rwandais; le maniement local de la situation de menace; la manière de répartir le travail au foyer suite à la situation de sécurité critique). Selon les vulgarisateurs, ces questions auraient pu mettre la sécurité des interrogateurs en danger. C'est la raison pour laquelle l'annexe était remise aux interrogateurs séparément et c'était à eux de décider, s'ils voulaient apprendre les questions par coeur, retenir seulement les idées essentielles et faire leurs propres observations ou si la situation locale leur permettait également d'aborder ouvertement de telles questions. *Deuxièmement* un guide d'entretien pour l'enquête des vulgarisateurs a été rédigé, qui suit le guide d'entretien principal, mais comprend en outre une évaluation de l'activité des groupes de base (Annexe 5).

Le guide d'entretien pour Bukavu (Annexe 6) reprend l'histoire des bouleversements socio-politique qui ont eu lieu à partir de 1994 seulement dans les grandes lignes. La question centrale qui se pose: Comment le bras politique des ONG collaborant avec le Projet Kabare, la "Société Civile" et le "CRONGD", trouve sa place dans le nouveau champ de forces? Il est également intéressant de savoir, quelles sont les organisations internationales qui sont actuellement actives à Bukavu, ce qu'elles font et quelle est l'évaluation du Projet Kabare par les personnes interrogés représentant l'opinion publique.

*c) Sélection du personnel, durée de l'enquête et recueil des données*

En choisissant dans un groupe de 16 candidats pour l'enquête sur le terrain, un team de 5 interrogateurs était composé<sup>2</sup>, dont 3 hommes et 2 femmes. Tous les candidats avaient déjà de l'expérience comme enquêteur et connaissaient en partie la structure du Projet Kabare. Comme la sélection des enquêteurs se faisait en même temps que le développement des questions de l'enquête, il était possible de profiter des connaissances du team des interrogateurs pour la rédaction finale du guide d'entretien. Ensuite, une instruction avait lieu le 7 février 1999 et l'enquête proprement dite s'est déroulée sans problème du lundi 8 février au vendredi 12 février 1999 dans les villages respectifs. Pour faciliter l'intégration des interrogateurs dans les villages, la sélection des villages s'est également faite en tenant compte des vulgarisateurs (critère de praticabilité). Les vulgarisateurs ont servi en tant que personnes de ressource et on leur a demandé d'accueillir les interrogateurs chez eux pour leur donner un aperçu du déroulement d'une journée rurale dans un village. En plus, ils ont favorisé le contact des interrogateurs avec les personnes représentant l'opinion publique et les groupes de base correspondants.

Concernant la situation concrète de l'interrogation les interrogateurs ont été sollicités de retenir uniquement les aspects des réponses qui étaient en rapport à la vie au village et aux circonstances concrètes de vie. En outre, nous avons demandé aux interrogateurs d'insister sur une justification des opinions ou points de vue qui étaient avancées. Avec cela, le degré d'erreurs possibles lors de l'interprétation des données devrait être limité. Nous voulions surtout éviter une déduction de déclarations essentielles à base de notes prises sur des discours déréglés, car ceux-ci ont été sollicités avoir un rapport plus ou moins étroit à la question posée. Nous avons en plus attaché une importance particulière au fait que les interrogateurs prennent note dans un cahier séparé des réponses en phrases entières, parce que

---

<sup>2</sup> dont les noms ne sont pas communiqués aux lecteurs pour des raisons de sécurité



des listes de mots de repère peuvent être reliées à des chaînes d'association différentes. Et finalement, nous avons demandé aux interrogateurs de reproduire fidèlement le texte de la phraséologie rurale, parce que de tels modes d'expression permettent souvent de tirer des conclusions sur la façon rurale de percevoir des problèmes.

*d) Sélection des personnes représentant l'opinion publique et des groupes de base*

La sélection des personnes représentant l'opinion publique et des groupes de base se base sur le contenu du guide d'entretien et sur les services que le projet offre. Par localité - donc également à Bukavu - 5 personnes représentant l'opinion publique devaient être interrogées. À la campagne, il fallait au moins un instituteur du village et un représentant du dispensaire; puis dans la mesure du possible, un représentant du comité local de développement, un représentant de l'église et un représentant de l'hierarchie politique du niveau le plus bas (chef de localité ou chef de sous-localité). À cela s'ajoutait à la campagne 3 groupes de base, dont au moins un devait s'occuper de tâches agricoles; en outre, il était désirable de prendre en considération un cercle d'alphabétisation. Par suite du manque de connaissances locales et à cause de la situation politique difficile c'était toutefois laissé à la discrétion des interrogateurs de décider, avec quelles personnes et groupes de base concrets les conversations seraient à faire.

*e) Corps des données*

À la campagne 8 interviews ont eu lieu par village et les résultats ont été retenus par écrit; à cela s'ajoute 5 entretiens de Bukavu fixés par écrit, au total donc 45 interviews. La durée des entretiens par interview était généralement de 2 - 3 heures. En plus, une discussion intensive avait lieu immédiatement après la réalisation de l'interrogation, non seulement avec le team des interrogateurs mais aussi avec la personne qui interrogeait à Bukavu les personnes représentant l'opinion publique. Ces discussions ont été enregistrées sur bande sonore et transcrites. Des personnes sélectionnées avec une position clef ont été invitées à venir à Cyanguu, pour des conversations complémentaires qui sont en partie également documentées sur bande sonore.

*f) Validité*

La présente étude se base sur des méthodes d'enquête qualitative. Les données ainsi obtenues ne prétendent pas être statistiquement assurées d'autant plus que nous ne savons rien sur la totalité du groupe des personnes représentant l'opinion publique à étudier. La sélection des interlocuteurs est en rapport avec la position présumée des personnes interviewées dans leur réseau social. Ce qui compte, c'est leur position sociale dans leur communauté. Le même critère était pris en considération pour la durée de l'entretien, d'autant plus que la qualité des informations dépend moins de la durée de l'entretien que de la concision linguistique. Le nombre exact des interviews - 5, 10 ou 15 par endroit - est dans ce cas d'une importance secondaire. Il importe beaucoup plus que plusieurs personnes ont eu la parole et les raisons pour lesquelles elles ont été sélectionnées. Comme l'enquête se base seulement sur un petit nombre de villages, les déclarations d'ordre général peuvent être uniquement mises en rapport avec les villages mentionnés. Des généralisations plus poussées ont un caractère purement spéculatif.

En revanche, les données obtenues de cette façon fournissent une densité d'informations qu'on ne peut pas retrouver dans des chiffres et des corrélations. Les diverses opinions recueillies reflètent bien des impressions subjectives de la réalité. Elles ne sont pas pour cela

de second ordre, de qualité inférieure ou "peu vrai"<sup>3</sup>. À la différence d'une description purement faite de l'extérieur, des opinions transmettent des vues intérieures et permettent de tirer des conclusions sur les conditions locales et les valeurs y relatives. Ainsi, elles constituent une charnière importante pour le développement.

### 1.3 Structure

La présente étude est subdivisée en trois parties. Sur la base des données perçues empiriquement nous faisons ressortir dans une *première partie* l'effet des crises en général ainsi que leur dimension locale et sociale pour tracer les contours de la situation problématique actuelle de la Collectivité Kabare. Comme l'exploitation des conditions-cadre socio-politiques laisse beaucoup de place à l'investigation, le champ de recherche a été structuré thématiquement avec une série d'hypothèses relatives au contexte local et social. Et comme il existe un rapport inhérent entre les hypothèses développées, les questions posées et les réponses relevées, les résultats vont être mis en relation avec les hypothèses avancées. Il en résulte une structure de texte en forme de dialogue ce qui devrait permettre au lecteur de comprendre également la logique de l'enquête. La présentation des données perçues est toutefois en rapport avec les conclusions finales - comme c'est le cas également pour les autres parties.

Dans la *deuxième partie*, la perspective du contexte social est remplacée par la perspective du Projet Kabare et le degré d'usage actuel de ses services de consultation est examiné. Le but est de vérifier si oui et dans quelle mesure les services offerts par le projet sont encore demandés aujourd'hui. Sur la base des informations des groupes de base, différents profils d'utilisateurs sont élaborés pour chaque endroit. Ceux-ci se réfèrent aux travaux réalisés jusqu'ici, aux attentes éventuelles et le cas échéant, aux désirs d'assistance existants.

La *troisième partie* est surtout consacrée à des questions conceptuelles, qui se basent sur un assemblage de perspectives concernant le projet et le contexte social. Un regard particulier est jeté sur l'offre de consultation existante et sur l'importance des services offerts dans le contexte de la crise. Sur la base d'une liste de propositions pour le projet et des recommandations que les personnes représentant l'opinion publique ont formulé au cours de l'enquête, on établira pour finir ce qui serait politiquement désirable et ce qui est faisable dans le cadre du projet.

---

<sup>3</sup> Elles sont, comme c'est le cas pour "l'invention" des critères d'objectivité statistiques, une réalité humaine.

**Partie I    Collectivité Kabare:  
Les Conditions de vie sous l'influence de la crise**

# 1 Résultats du sondage en ville

Les 5 personnes-clef interrogées ne travaillent pas dans la coopération mais dans le secteur tertiaire<sup>4</sup>. À cause de leur profil, leur position professionnelle et leur situation sociale, leur évaluation du réseau de coopération institutionnel du Projet Kabare a de l'importance. À part quelques détails, les opinions et points de vues formulées n'ont pas été sujet de discussions controverses et peuvent donc être résumées.

## 1.1 Informations sur la perception de la situation de vie en général à Bukavu

Actuellement, la situation de vie à Bukavu doit se comprendre comme la conséquence des crises s'accumulant sur le plan politique, économique, humanitaire et militaire. Nous avons par conséquent essayé de cerner les descriptions potentielles en indiquant un laps de temps dont on peut sans peine se souvenir. Ainsi nous avons demandé d'après les changements observés depuis 1994. 1994 est l'année dans laquelle plus de 300'000 réfugiés ruandais affluaient à Bukavu.

### *Hypothèse 1*

Comme la guerre est venue avec les réfugiés le problème humanitaire est perçu à un moindre degré. On réalise plus fortement la menace de guerre liée à l'arrivée des réfugiés.

Particulièrement touchés par cette optique sont les endroits qui se trouvent dans le secteur de l'approvisionnement des réfugiés (p.ex. Bukavu, Kavumu).

Il est intéressant que les résultats du sondage démontrent que cette optique est surtout répandue au sein de la population urbaine de Bukavu, bien que les citoyens - comme d'ailleurs les paysans - aient au fond une vue utilitariste des choses. À la différence des paysans, l'arrivée des réfugiés n'a pas amené de bénéfice direct pour les citoyens<sup>5</sup>. Les réfugiés, dans leur majorité des petits cultivateurs, ne pouvaient rien apprendre aux citoyens - et en plus ils troublaient la vie en ville - surtout pendant les premières semaines. Mention est faite de la surcharge des installations sanitaires, d'approvisionnement en denrées alimentaires, des problèmes en bois, de la mobilisation de l'armée zaïroise et d'une manière générale d'une agitation sociale en augmentation depuis lors.

*”Depuis 1994, donc depuis que les réfugiés ruandais sont arrivés à Bukavu, beaucoup d'armes sont en circulation; en plus une énorme augmentation de la haine ethnique s'est produite, c'est-à-dire que les Tutsi, originaires du Rwanda, qui sont installés depuis des dizaines d'années chez nous devaient faire l'expérience qu'on leur rendait la vie difficile. Coup sur coup, beaucoup d'actes de violence suivaient, telles que des pillages, des viols et vols, causés par la présence de ces réfugiés dans la région.”*

---

<sup>4</sup>Des représentants de l'Administration du Territoire Kabare”, de l'hierarchie précoloniale, du Centre de Recherche et de la Documentation d'Afrique” (CEDAF), de la Banque Commerciale de Bukavu” et de la Société Minière du Kivu” (SOMINKI) étaient interrogés.

<sup>5</sup> de plus amples informations sur la perception des réfugiés par les paysans suivent dans le chapitre 2.1

Il est vrai que l'on a mis en valeur le fait qu'avec l'arrivée des réfugiés, la situation sur le marché du travail s'est temporairement améliorée, parce que les nombreux réfugiés faisaient arriver les organisations internationales de secours. Et c'est grâce à ces organisations que beaucoup d'argent était mis en circulation et quelques-uns ont trouvé un travail salarié (avantage indirect).

Puis la guerre de 1996 est survenue, ce qui est décrit comme une nouvelle rupture. Les souvenirs se fixent sur les grandes destructions, le grand nombre de morts, les pillages, l'appauvrissement total de la population, l'inflation élevée et la grande perte du pouvoir d'achat. Il est intéressant de constater que la rébellion de Kabila est plutôt vue en combinaison avec l'arrivée des réfugiés et moins avec le Mobutisme maraude et ses conséquences, soit l'impossibilité de diriger l'Etat, car il est argumenté qu'au fond la rébellion n'avait fait rien d'autre que d'approfondir les problèmes causés par les réfugiés. Cette vue peut se référer à la perception des conditions politiques actuelles, d'autant plus que les rebelles (rwandais) du RCD<sup>6</sup> - occupent à nouveau la Collectivité Kabare - entre autre à cause du problème des réfugiés qui n'est toujours pas résolu. Mais si comparaison est faite entre la renommée des militaires de Kabila et les rebelles d'aujourd'hui, on constate que surtout la puissance d'occupation actuelle a un problème de légitimation.

*Question: "Est-ce qu'il y a des différences entre l'occupation de 1996 et celle d'aujourd'hui?"*

*"Oui - négatif: Après la phase chaude de 1996, on commençait à circuler librement et à espérer et on sentait une certaine sécurité - c'est vrai. On doit aussi dire que les militaires se comportaient dignement - plus dignement qu'en 1998. Jadis, les militaires étaient plus humains. Ils pouvaient aider la population - même de petits travaux étaient donnés. Mais en 1998, les même militaires sont venus avec un autre esprit - beaucoup plus agressif et violent - avec beaucoup de distance et de méfiance vis-à-vis de la population. Dans les 2-3 derniers mois, il y a eu à vrai dire une petite diminution de la tension, c'est difficile d'expliquer. On a l'impression que cela représente un calme avant la tempête. On ne sait pas non plus à quoi elle doit être bonne et combien de temps elle va durer. Les gens ont de toute façon peur, car il ne savent pas comment le tout va encore finir."*

*a) Liberté de circuler.* La situation de sécurité actuelle est décrite comme précaire. En plus la liberté d'opinion et de réunion est également problématique.

*"Aujourd'hui, il n'y a pas de sécurité! En apparence, les gens circulent librement en ville, mais d'un moment à l'autre on peut les retenir. Déjà très tôt le soir, chacun rentre vite, vite à la maison parce qu'il n'est pas agréable d'être saisi et maltraité par les militaires ne touchant pas leurs soldes."*

*"La liberté d'opinion est mise hors vigueur, on ne peut plus dire tout ce qu'on veut. En plus, la liberté de réunion est entravée. Avant de tenir une réunion, il faut informer l'hierarchie politique de l'ordre du jour et de la liste des orateurs. Récemment, les femmes d'une association ont organisé une réunion à Abandari et pendant le déroulement de la réunion, le maire est intervenu et a interdit la réunion parce que l'on n'avait pas demandé son permis et que par conséquent il ne l'avait pas donné."*

---

<sup>6</sup> La population congolaise nomme les rebelles du RCD [Rassemblement Congolais pour la Démocratie qu'il ne faut d'ailleurs pas confondre avec la République Démocratique du Congo (RDC) "Amstel". Amstel est une bière néerlandaise qui est produite au Rwanda...

*Les participants sont donc rentrés à la maison. Moi-même, j'étais présent et j'aurais dû parler comme modérateur et personne de ressource. Nous avons dû attendre la semaine suivante pour obtenir le permis. Dans certaines réunions, l'autorité politique demande même d'être présente pour pouvoir suivre de près ce qui se passe."*

b) *Situation d'approvisionnement.* Avec la rébellion de 1998, un excès de taxation s'est produit. Différentes sources rapportent que la République du Congo dédouanerait les marchandises à importer à Nairobi. Puis elles arrivent par voie routière ou aérienne à la frontière du pays où elles seraient encore une fois dédouanées par le gouvernement des rebelles. Ainsi une double taxation se ferait et il en résulterait une augmentation marquée des prix<sup>7</sup>, le commerce en serait paralysé et la vie économique en aurait pâti. En même temps, l'approvisionnement du marché est insuffisant. D'une part, la perte du pouvoir d'achat porte préjudice aux capacités du marché, d'autre part, l'offre en denrées alimentaires de base est insuffisante suite aux routes commerciales qui auraient été bloquées.

*"Actuellement, l'axe Bunyakiri n'est plus opérationnel et c'était Bunyakiri qui approvisionnait Bukavu en manioc, huile de palme, bananes et autres denrées; tout aussi peu l'est l'axe Mwenga-Bukavu, un axe par lequel Bukavu était également approvisionné en denrées alimentaires. En ce moment, ce sont uniquement Idjiwi et Kalehe qui approvisionnent Bukavu par voie maritime."*

Question: "Et Kabare?"

*"De quoi est-ce que Kabare peut approvisionner Bukavu? Kabare dépend de Bukavu déjà depuis l'époque coloniale. A Kabare, il y a maintenant la plus grande détresse parce que la population a l'habitude de s'approvisionner à Bukavu. Pour cette raison, la population de Kabare souffre doublement comparée aux autres parties de la population - d'une part à cause de la présence des militaires et d'autre part à cause de l'approvisionnement insuffisant de Bukavu."*

## **1.2 Des opinions sur la position publique et le rôle politique de la "Société Civile", du "CRONGD" et des ONG internationales**

La "Société Civile" est en première ligne une fédération urbaine de forces oppositionnelles qui s'était constituée sous le régime de Mobutu et qui s'était engagée en faveur d'une transformation démocratique de l'ancien État du Zaïre. Sous Mobutu, la "Société Civile" se considérait comme avocate des droits de l'homme, elle voulait assurer la garantie juridique locale et la démocratie. Elle se mettait en défense contre les empiètements de l'administration étatique et affrontait en même temps les autorités traditionnelles. Le CRONGD (Conseil Régional des Organisations Non-Gouvernementales pour le Développement) est une organisation recouvrant des ONG. Il s'occupe de la coordination des prises de position en politique de développement des ONG actifs sur place. Il a des liens relativement étroits avec la "Société Civile" tant du côté personnel que du côté substantiel. Les ONG internationales ne peuvent pas être mises en rapport avec ces deux fédérations politiques (de développement),

---

<sup>7</sup> Les recherches de l'AP Mme Birgit Kundermann à Nairobi n'ont pas fourni une confirmation de cet état de choses. C'est pourquoi le conditionnel a été choisi pour relater.

mais elles se présentent sur le plan local parfois comme donateurs importants qui alimentent en partie également des ONG locales qui, de leur côté, sont organisées dans ces fédérations. C'est également le cas pour le Projet Kabare soutenu par la GTZ allemande. Le projet a toujours cherché le contact direct avec les ONG particulières, qui depuis peu, forment des plate-formes basées sur des éléments thématiques centraux. Ces plate-formes représentent toutefois une structures *indépendante* des organisations mentionnées ci-dessus. Elles servent à implanter les contenus des services de consultation du Projet Kabare. Nous nous sommes intéressés comment les rôles de la "Société Civile" et du "CRONGD" sont perçus sous les conditions politiques actuelles, d'autant plus que l'élite urbaine était déjà toujours plus politisée que l'élite rurale.

En accord avec les paysans, la population urbaine rejette l'invasion des rebelles catégoriquement, mais il y en a beaucoup qui espèrent qu'un coup de libération se fera par les Mayi-Mayi. D'autre part, les rebelles ont réussi à pénétrer la scène urbaine des ONG et à mobiliser des personnes dirigeantes pour leur cause, comme par exemple l'actuel gouverneur en fonction. Apparemment, la nouvelle occupation a produit une certaine perplexité parmi les divers agents des ONG, qui se manifeste en partie dans une perte de vision et en partie dans des guerres de tranchées personnelles. Elle témoigne en plus d'un maniement de la structure de communication au moins incomplet. C'est aussi une des raisons pour laquelle les nouveaux dirigeants n'ont pas dû entreprendre grand-chose pour briser la force innovatrice qui était jadis si efficace. Ainsi les interrogés constatent avec regret, que les deux fédérations ont actuellement perdu leur mission innovatrice comme si elles étaient poussées par une force intérieure qui exigeait d'elles de se soumettre sans qu'elles aient reçu un ordre extérieur.

*"En principe, la 'Société Civile' (SC) devrait être un syndicat de la population civile, qui se fait leur porte-parole et représente leurs valeurs vers l'extérieur! Malheureusement, je constate que la SC est devenu l'affaire de quelques individus qui rêvent de leur avenir personnel, et qui pensent uniquement à leur propre carrière et oublient là-dessus les intérêts de larges parties de la population. Pour cette raison, je ne crois pas que la SC soit à l'avenir en mesure de rassembler et de canaliser les différents courants politiques dans le Sud-Kivu. Il est aussi devenu notoire qu'il y a des frictions à l'intérieur qui ont à faire avec des prétentions à la direction, avec l'éthnicité et la répartition des ressources."*

En outre, il reste apparemment nébuleux ce que la SC est en train de faire en ce moment. Des objections similaires sont formulées à l'adresse du CRONGD: *"Chacun sait que le rôle des ONG et du CRONGD n'a pas changé - mais les personnes dirigeantes ont changé de point de vue. Si une offre d'aide arrive de n'importe où, les conflits internes au sujets de l'attribution des ressources commencent, comme s'il s'agissait d'hyènes qui se disputent le cadavre! Aussi longtemps qu'il n'y a pas de moyens financiers, il n'y a pas de conflits - voilà!"* Malgré cela, les espoirs de la population se portent sur l'activité des ONG opérant localement ou dans la région, d'autant plus que leur compétence technique n'est pas mise en question.

Au sujet des ONG internationales, tel que CICR, Oxfam, Christian Aid ou Caritas, la critique visait également le maniement insuffisant de la structure de communication:

*"Naturellement, nous les voyons circuler, mais quand il s'agit de savoir pourquoi - alors je n'en sais rien et je me sens un vide dans le fond de mon coeur. Je suis de l'avis que les organisations internationales font trop peu pour nous faire comprendre ce*

*qui au fond est la raison de leur présence. Parfois il arrive que les gens - pas ouvertement, mais par instinct - pensent, ces organisations internationales qui viennent toujours quand c'est la guerre sont là justement parce qu'elles soutiennent la guerre. Il est vrai que c'est un "non-dit" permanent."*

*Question: ".....Est-ce qu'on dit cela également au sujet du "Projet Kabare" ou de la GTZ?"*

*"Non, non, on ne dit pas cela au sujet de la GTZ! C'est surtout le CICR qui a cette mauvaise réputation."*

### **1.3 Le Projet Kabare et ses structures de partenaires dans le reflet de l'opinion publique**

La réputation du Projet Kabare a surmonté les différents bouleversement sociaux presque sans préjudice - à part la réduction des moyens financiers. La connaissance des interrogés sur certains détails du projet était remarquable, ce qui permet de conclure que la légitimité d'une organisation étrangère est liée étroitement à la durée d'un projet et à l'adaptation locale des buts poursuivis. Car il va de soi que presque tous les interrogés sont des fils de paysans, de sorte qu'un projet qui non-seulement déclare la population rurale comme groupe-cible, mais qui tend aussi à une amélioration des conditions de vie rurales à longue durée est d'une importance capitale.

On apprécie surtout que le projet est toujours opérationnel, qu'il continue à renforcer les ONG locales, qu'il forme des plate-formes et poursuit les services de consultation agricole. On souligne l'importance de la valeur des adductions d'eau, la réparation des conduites d'eau, l'introduction des semences appropriées, puis le reboisement, la lutte anti-érosive, la réparation des chemins et des pistes agricoles<sup>8</sup> et l'implantation d'arbres fruitiers. Ces derniers jouent un très grand rôle pour l'alimentation de la population, surtout maintenant en temps de guerre. Une mention spéciale s'est faite au sujet de l'introduction et de la divulgation des foyers améliorés, non seulement à cause de la réduction de la consommation de bois mais aussi parce que cela permet aux paysans de couvrir leurs besoins en bois localement. Ainsi ils peuvent éviter les chemins qui mènent dans les régions dangereuses au bord du parc, où ils rencontrent non seulement des animaux sauvages mais également des "hommes sauvages" (les Interahamwe, le reste de l'ancienne armée rwandaise) qui cherchent à s'emparer de tous leurs avoirs. Aux yeux des personnes représentant l'opinion publique, le projet apporte ainsi une contribution importante et capitale à l'amélioration de la sécurité de la population.

Les voix critiques font valoir un manque de souplesse qui se rapporte en premier lieu à la réduction brusque des moyens financiers. Il manquerait au projet une certaine légèreté d'accorder le programme au contexte local. Si le programme est une fois arrêté il n'existerait pas de marge de négociation, pas de flexibilité qui pourrait tenir compte des conditions particulières. Et ce qu'on ne comprend pas du tout, c'est la réduction massive des contributions pendant la guerre - "*c'est terrible et mauvais!*". Il est intéressant de constater que toutes les personnes représentant l'opinion publique critiquent également que les idées de la population n'étaient pas suffisamment prises en considération pendant la planification, on

---

<sup>8</sup> On souhaite explicitement que le Projet Kabare s'engage ici à nouveau.



ne faisait qu'écouter les ONG qui ne couvrent pas le spectre complet<sup>9</sup> des opinions. Une partie remarquable de la population rurale serait toujours tenue à l'écart<sup>10</sup>. La participation de la population rurale pourrait par conséquent encore être augmentée.

À part les conséquences négatives de la réduction des moyens, il est quand-même frappant que la perception publique du Projet Kabare est encore presque la même qu'en 1993, à l'époque où l'expert a travaillé pour la première fois dans le projet. Si l'on tient compte des bouleversements sociaux profonds que la région a connus depuis ce moment-là et qui ont initié un changement général de valeurs, il semble alors que le projet se trouve en dehors de toute notion de temps. Nous verrons plus tard ce qu'il faut entendre par cela.

## 2 Résultats du sondage des villages

Les résultats suivants s'appuient en principe sur la totalité des 40 interviews qui ont été réalisés dans les 5 villages et sur les observations du team des interrogateurs qui séjournaient dans les villages. J'y ai ajouté quelques informations complémentaires des experts qui n'habitent plus à la campagne mais connaissent très bien les circonstances rurales, si cela me semblait utile pour la compréhension de l'ensemble.

À la campagne, dans les villages, les différentes crises qui ont bouleversé la vie rurale pendant ces dernières années sont en partie perçues assez différemment. Cela tient d'une part à la position différente des villages examinées - Bushumba par exemple est situé juste à côté de l'aéroport stratégiquement important de Kavumu, tandis que Mubumbu se trouve dans la région en bordure du parc -, et d'autre part au blocage des différentes voies commerciales qui rend parfois les échanges réciproques plus difficiles. En ce qui concerne l'évaluation de la situation de crise, l'éventail des opinions au sein des villages examinés n'est pas très grand. L'ennemi extérieur qui a favorisé le rapprochement local devient le grand objet d'agression pour l'ensemble du village. S'il s'agit par contre d'évaluer les objectifs des services de consultation du Projet Kabare le consensus au village faiblit quelque peu, ce qui peut être en rapport avec l'orientation variable concernant l'objet des groupes de base, avec la concurrence qui existe entre les vulgarisateurs et avec la déconsidération mentionnée ci-dessus de la hiérarchie traditionnelle. D'autre part, les différentes forces belligérantes se comportent partout de la même manière grossière de sorte qu'il n'est pas difficile de faire quelques généralisations typiques au sujet de la crise. Celles-ci pourraient être étendues à d'autres localités de la région. Il est également possible de développer quelques formes de réaction typiquement rurales qui n'ont guère à faire avec la position stratégique (militaire) des villages examinés.

---

<sup>9</sup> Les idées et les propositions des personnes représentant l'opinion publique seront discutées dans la partie III

<sup>10</sup> Malheureusement il n'était pas possible d'apprendre à quelle partie de la population on faisait allusion. L'expert part toutefois de l'idée qu'il s'agit des représentants de l'hierarchie traditionnelle (et des cercles s'y rattachant), le Projet Kabare ayant évité jusqu'ici de les contacter. Cette interprétation est cimentée par les conversations supplémentaires qui avaient lieu à Cyangu. À cette occasion, ce problème a également été évoqué et interprété de la même façon.

## 2.1 Conséquences générales de la guerre

Dans la région où se trouve le Projet Kabare, la guerre actuelle superpose toute une rangée de problèmes structureaux, qui remontent loin dans l'histoire nationale de l'ancien Congo Belge et qui sont peu à peu sujets à un processus de transformation. Il y a l'appauvrissement croissant dans la région rurale, qui était jusqu'à présent compris avant tout comme *"une suite de la forte croissance de la population tandis que la productivité agricole reste faible et que le manque de diversification dans les activités économiques"*<sup>11</sup> persiste. Actuellement, il doit être placé de plus en plus dans un contexte politique. À cela vient s'ajouter l'histoire coloniale qui a introduit partout en Afrique un nouveau modèle de domination, c'est-à-dire une administration de type bureaucratique qui domine le pays où auparavant régnait un chef de tribu d'après un modèle du type féodal. C'était la base pour le pluralisme des valeurs et le pluralisme juridique virulent<sup>12</sup>. Finalement, il y a la désintégration progressive de l'État nationale ce qui pose des problèmes fondamentaux au sujet de l'allocation des ressources, de la faculté de l'État de gouverner et de la légitimation de l'autorité politique et administrative. Tous ces éléments ont conduit à la situation confuse de nos jours. Nous formulons donc les hypothèses suivantes:

### *Hypothèse 2*

La guerre favorise le processus de délégitimation de l'autorité politique (tant étatique que traditionnel) en cours et favorise la mise hors-la-loi. Par conséquent, les différences régionales concernant l'exercice du pouvoir civil et politique que l'on pouvait observer avant la guerre se sont atténuées (le Mwami, des dignitaires étatiques, les représentants des ONG).

### *Hypothèse 3*

Comme la guerre aggrave les problèmes existants avec les structures de pouvoir en vigueur et/ou qu'elle affaiblit ces structures de pouvoir, la position des autorités traditionnelles locales qui s'est historiquement développé ainsi que la position étatique des autorités (locales actuelles) subit une délégitimation. Par conséquent, l'abus de violence ne peut guère être contrôlé sur place.

Il est intéressant que cette vue relative aux structures est partagée par la population rurale, ce qui toutefois ne signifie pas qu'elle est tout à fait juste. À la campagne, il n'existe pas de consensus si l'année 1994 a vraiment initié la situation de crise actuelle. Il est vrai que, sporadiquement, le problème des réfugiés est mentionné, mais la majorité des interrogés considère la date simplement comme une unité chronologique, pour mettre en évidence ce qui auparavant avait été meilleur. D'autres insistent que la crise avait commencé le 30 juin 1960, donc à la date quand la Belgique avait laissé partir le pays dans l'indépendance! Si nous acceptons tel quel l'attitude actuelle des paysans vis-à-vis des autorités politico-administratives, à ce moment-là, il n'est pas facile d'infirmer ce point de vue.

---

<sup>11</sup> Définition du problème dans la description du Projet Kabare du 3.98

<sup>12</sup> Les recherches de l'éthnologie de droit ont montré qu'en instaurant un nouveau pouvoir étatique il n'en résulte pas automatiquement la dissolution des structures du pouvoir précédent. Plus en détail chez Weilenmann, Markus: "Recht als Interventionsfeld von Entwicklungspolitik in Afrika: eine 'Inclusive Arena'", in: Nord-Süd-aktuell, Jahrgang XII, Nr. 1, 1998:105-118, Hamburg, Deutsches Uebersee-Institut

Les structures nationales du Congo belge d'autrefois se sont depuis longtemps effondrées, peut-être parce que ce pays a tant de richesses minières. De toute façon l'élite étatique de Mobutu s'est orientée, longtemps avant 1994, vers une stratégie d'autarcie, copiait pour ainsi dire la mentalité des chasseurs-cueilleurs et utilisait l'arrière-pays comme une espèce de carrière. Une des conséquences les plus graves de cette stratégie de domination qui était uniquement orientée vers le dépouillement des ressources est la délégitimation pratiquement complète de l'autorité politico-administrative. Déjà avant ces deux guerres, les instances étatiques n'étaient pas des endroits où les citoyens s'adressaient en vue d'obtenir de l'aide ou une assistance quelconque - bien au contraire! C'étaient en première ligne des endroits dangereux, des endroits à éviter, parce que l'on devait craindre quotidiennement leur cupidité et il fallait les fuir.

Mais avec la guerre, une nouvelle dimension s'y est ajoutée, la dimension de la violence. Des rançonnements, des pillages, des viols de commerce, des expulsions temporaires et des massacres absurdes.

Aujourd'hui, la situation de sécurité s'est un peu améliorée dans les villages. Les paysans sont sortis de leurs cachettes et cultivent à nouveau leurs champs. Mais la peur reste encore le sentiment prépondérant dans la vie quotidienne. La liberté d'opinion et de réunion n'est pas entravée de manière notable, mais il est naturel qu'on soit sur ses gardes. Les groupes de base sont encore opératifs et ne sont pas entravés par la direction politique. Mais comme la violence provoque normalement la violence adverse, nous nous sommes demandés: Quelle est la position observée par la population rurale dans ce jeu machiavélique des forces?

### 2.1.1 Légitimation et délégitimation d'autorité

Quand la guerre éclata, la différenciation entre groupes dirigeants qui proviennent du village ou vivent au village et ceux qui viennent de l'extérieur et veulent imposer une domination étrangère était depuis longtemps mise au point à la campagne. Les stratégies rurales pour éviter les contacts avec le pouvoir public bureaucratique était également établi de sorte que la guerre n'a en principe pas abouti de nouvelles polarisations dans les régions rurales.

Toutefois - je reviendrai sur ce sujet - il y a par-ci et par-là quelques signes d'avertissement d'un racisme qui est en train de se constituer ("éthnicité à la rwandaise/burundaise")<sup>13</sup>. En gros cela revient au même pour les paysans que les troupes maraudantes de Kabila ou les rebelles soutenus par le Rwanda (et l'Uganda) viennent voler tout le bétail, dérobent toute leur récolte, détruisent leurs champs ou violent leurs femmes. Il n'y a pas non plus de différence que ces méfaits soient à attribuer à ces troupes ou aux restes militants de l'armée Hutu défaite, aux Interahamwe. Pour la plupart des paysans, une autre manière de voir en découle:

*"Nous serons probablement les derniers que l'on va tuer, parce que les rebelles Tutsi aussi bien que les Hutu ont besoin de nous pour pouvoir nous harceler pour s'enrichir." À cette image correspond également la réponse pratiquement unanime à la question, s'il y a des profiteurs dans leur village: "Non, non, nous souffrons tous de la situation actuelle. Les profiteurs sont à chercher ailleurs. Ce sont les rebelles et les hommes politiques, qui s'enrichissent sur la base de cette misère." Rarement cette question a aussi été tournée contre les interrogateurs en tant qu'"étrangers": "Est-ce qu'au fond ceux qui nous posent de telles questions, savent-ils comment nous allons*

<sup>13</sup> Plus de détails suivront dans l'immédiat (chap. 2.1.2)

*ou ignorent-ils tout simplement nos conditions de vie? Et toi, qui viens chez nous pour nous poser de telles questions, est-ce que tu gagnes encore en t'appuyant sur leur ignorance?"*

Par contre, il y a divers indices que les autorités précoloniales (Chef de sous-localité, Chef de localité, le Mwami) pourraient de nouveau gagner de l'importance pour les paysans. À cet égard, il n'est pas correct, de penser, que la guerre approfondit uniquement le procès de délégitimation de l'autorité politique qui est déjà actuellement en cours (hypothèses 2 et 3). Ils existent plutôt des indices qu'une nouvelle constellation se forme. Puisqu'elles sont en permanence sur place, les autorités précoloniales partagent actuellement avec les paysans d'une part l'histoire de la menace et de la fuite, d'autre part, ce sont elles qui restent, même si le carrousel de la prise du pouvoir continue à tourner. Il nous semble en outre un indice essentiel que le représentant régional, le Mwami de Kabare, se distance des nouveaux régents:

*"Il n'est pas auprès des autres. C'est la raison pour laquelle il se cache. Il faut comprendre la chose suivante, on veut l'assassiner. Les militaires sont allés dans sa maison et quand il n'était pas là, ils ont tué sur le champ ses 4 notables qui se trouvaient chez lui à la maison. À Kasiba, le Mwami<sup>14</sup> pouvait s'enfuir par une fenêtre dans la partie arrière de la maison, autrement ils l'auraient également tué. À Uvira, on a assassiné le Mwami, le Mwami Kabare a été cherché partout et on ne l'a pas non plus trouvé à Walungu. Alors, on a pillé chez lui et on a dévasté sa maison. À Itombwe, on a également assassiné le Mwami et récemment, on a aussi assassiné le Mwami de Kasika, ensemble avec son épouse - donc pour les rebelles, les Bami sont sans valeur et les survivants voient bien comme cela se passe ici. Les Bami sont suffisamment informés et savent ce qu'il y a à faire. Par conséquent, il n'est pas étonnant que toute une série de Bami se sont enfuis et se trouvent hors du pays. (...)"*

*Question: " ....Tuer le Mwami, cela veut dire aussi détruire son pouvoir pour manger la terre<sup>15</sup> - n'est-ce pas?"*

*"Oui précisément. Le royaume des Shi est une fois de plus en jeu, cela veut dire Kabare (et Ninja), Ngweshe et Kalonge (...)."*

Interpellé à ce sujet, un paysan dit: *"Les Bashi sont actuellement veufs, parce que le Mwami et les vaches leur ont été dérobés"*. Dans d'autres termes: La résistance des paysans pourrait réveiller parmi les paysans de vieilles identités culturelles qui s'étaient développés localement. Par conséquent, les anciennes coordonnées précoloniales de la vie rurale (la position des anciens règlement de mariage et de parenté, des relations féodales de clientélisme, les liaisons aux groupes dirigeants traditionnels, etc.) recevraient une nouvelle

---

<sup>14</sup> À la différence du Rwanda et du Burundi, les zones de domination des descendants des "rois" précoloniaux (singulier "Mwami" pluriel "Bami") sont bien moins grandes au Sud-Kivu. En revanche, il y en a plusieurs et elles n'ont pas encore été totalement absorbées par l'État bureaucratique post-colonial. Il ne fait pas sens non plus de désigner ces représentants "rois" puisque la stratification politique - comparée en particulier à celle de leurs voisins beaucoup plus célèbres - tels que le Rwanda, le Burundi, le Buganda, le Buha ou l'Ankole - est peu différenciée (à voir Trouwborst, Scherrer, D'Hertefeldt, 1962). La version congolaise de l'institution Mwami serait appelée de façon plus appropriée "Grand chef de tribu à caractère féodale".

<sup>15</sup> Il existe déjà des cartes géographiques (des soi-disant cartes du "Rwanda historique"), où des larges parties du Sud-Kivu sont attribuées au Rwanda (falsification historique)

valeur due à la crise. Le rapprochement local mentionné serait alors également à comprendre sur cet arrière-plan. Cela pourrait contenir pour le Projet Kabare un très grand potentiel de développement parce que les groupes de base seraient ainsi renforcés et comme résultat, les initiatives locales d'entre-aide seraient enracinées plus fortement dans la culture. En même temps, cela comporte également des dangers parce que le rapprochement local pourrait aller trop loin dans le sens que la question pourrait passer à l'ordre du jour: Qui est un "vrai Shi congolais" et qui vient de l'étranger - et par conséquent est un étranger?

### 2.1.2 Signes d'éthnicité?

Les interrogations dans les villages ne montrent pas que les paysans font valoir des catégories ethniques en parlant du conflit en cours. À ce sujet, il convient de dire que, premièrement, cet aspect n'a pas été directement soulevé dans nos questions, bien que les paysans eussent la possibilité de s'y référer - par exemple en rapport à la question posée au sujet des profiteurs - et deuxièmement, l'éthnicité répandue dans la région des Grands Lacs<sup>16</sup> touche toute une construction d'idées et ne se limite pas à la question si quelqu'un est Hutu ou Tutsi, mais englobe également la façon d'aborder de telles personnes<sup>17</sup>, les attributions et/ou appréhensions à leur sujet et comment l'histoire politique est interprétée etc. C'est un sujet complexe et difficile à aborder dans un interview, car cela concerne la façon de penser (et les actes s'y rapportant). Les faits à notre disposition tel que la lutte des Mayi-Mayi contre les Banyamulenge n'indiquent pas forcément une formation de catégories ethniques, parce qu'il est notoire que les Banyamulenge sont armés jusqu'aux dents et sont en grande majorité du côté des rebelles, et font donc partie des groupes guerriers. Cependant, dans différents entretiens avec des experts à Cyangugu, ceux-ci ont rapporté avec une certaine appréhension des phénomènes de cette ethnicité.

*"Juste à côté de ma maison, j'ai hébergé une famille. La femme est une Tutsi, mais une Tutsi de Mudaka (Bushi), car ses parents sont venus, il y a très longtemps du Rwanda à Mudaka. Donc elle n'était plus une Rwandaise mais une Mushi. Mais pendant les hostilités, on a tué son mari - il est un Mushi de Ngweshe - car ses parents aussi sont venus du Rwanda il y a près de 200 ans. (...) Maintenant, avec les hostilités et la haine ethnique on veut de nouveau savoir exactement d'où quelqu'un est venu: Celui-ci, il vient d'où, il a l'air d'un.....non? Les paysans savent encore distinguer cela. (...) Je me suis entretenu à ce sujet avec un vieux curé, qui pouvait me dire exactement, qui est un Tutsi ou un Hutu, même s'il était un Mushi depuis très longtemps. Tout cela est en rapport avec la morphologie et il disait: 'nous savons cela'. Et puis, il faut savoir qu'il y a chez nous au Bushi toute une série des clans Tutsi. Peut-être cela n'est pas évident pour vous. Le curé pouvait citer toute une série de ces clans. (...) Parmi les Bashi, on veut de nouveau savoir, qui vient du Rwanda pour savoir qui, depuis si longtemps, a mangé notre nourriture - n'est-ce pas? Ce sont des choses qui se disent petit à petit, maintenant nous sommes encore au début, mais c'est une poudrière au sein de la population. Et naturellement, il y a des gens qui sont venus du Rwanda, se sont installés dans le Bushi et sont restés des Rwandais - est-ce qu'ils n'ont pas le droit de vivre? Et bien entendu tout le monde ne sait pas ce*

---

<sup>16</sup> qui de faits n'est pas culturellement, c'est-à-dire ethniquement, mais racialement motivée

<sup>17</sup> si les traits du visage, l'aspect extérieur devient important

*qui se développe par là, et tout le monde n'est pas participant dans de telles histoires. Ce qui se passe actuellement dépasse l'imagination et la faculté de penser de la population locale. Je pense que c'est un problème, qui demande d'être résolu au plus haut niveau. Car ces processus déchirent le 'tissu social' ce qui peut finir très mal."*

Cela veut dire, que la haine répandue contre les occupants comme puissance extérieure pourrait prendre une tournure ethnique/raciale, de sorte que la colère impuissante se tournerait un jour contre ceux des voisins qui leur ressemblent (Danger d'avoir un problème ethnique/raciale suite à un déplacement de l'agressivité).

### **2.1.3 Maniement des conflits locaux et emploi de violence**

Dans la littérature on trouve des descriptions répétées du fait que, pendant une situation de guerre, des conflits internes sont ou bien réglés à l'amiable ou sont étouffés (Voir Erhard Blankenburg et al.: "Prozessflut? Rechtsstatsachenforschung", Köln, 1989). Il est vrai qu'actuellement, on ne distingue pas entre des phases de guerre chaudes et froides. Tenant compte de notre sondage, nous avons trouvé que ce manque de différenciation était à combler et nous avons formulé une hypothèse supplémentaire (5) qui complète la précédente (4):

#### *Hypothèse 4*

La guerre avec le Rwanda renforce la solidarité locale et des différends sont plutôt réglés à l'amiable - surtout pendant la phase chaude (L'agression est tournée vers l'extérieur).

#### *Hypothèse 5*

Si la guerre passe dans un état plutôt dissimulé, l'usage de la violence se base sur la logique de guerre. Si dans une localité, il y a des conflits entre personnes adhérent à la même partie de guerre, à ce moment-là des variantes à l'amiable pour résoudre des conflits dominant. Si par contre, les conflits touchent des personnes qui adhèrent à des parties de guerre opposées, alors un conflit passe vite à un état violent.

Selon les résultats des interrogations effectuées dans les villages, on peut ou bien partir de l'idée que les paysans se trouvent dans une phase de transition entre un état de guerre chaude et froide - ou que la seconde hypothèse (hypothèse 5) n'est pas pertinente. De toute façon, l'expert trouve difficile de prédire dans quelle direction la dynamique des conflits se développera. À l'heure actuelle, on peut en tout cas affirmer que le déplacement de l'agressivité mentionnée - c'est-à-dire l'emploi de l'argumentation ethnique pour expliquer la situation de guerre - n'est pas (encore) effective collectivement<sup>18</sup>. À la campagne, la scission profondément enracinée entre les structures de domination qui se sont développées localement et des prétentions de domination que subit le village de l'extérieur - de la part de l'autorité étatique ou des formations militaires - et d'où résultent actuellement un grand rapprochement local est primordiale. L'agression concentrée des forces d'occupation, sous laquelle la population rurale a tant à souffrir, aboutit à l'intérieur en quelque sorte à un refoulement de l'agressivité en canalisant toute énergie hostile à l'extérieur.

---

<sup>18</sup> Il est vrai que le représentant de "Justice et Paix" (une des ONG de l'église catholique qui a des fonctions de médiateur dans la région) rapporte qu'il observe des débuts de conflits qui divisent des groupes ethniques. Il parle par exemple des conflits divers entre des réfugiés rwandais et les Barea et Bashi concernant des problèmes de pouvoir.

*”Nous avons mis au réfrigérateur les problèmes que nous avons l’un avec l’autre ou que nous avons à cause du mauvais gouvernement de notre pays. Nous attendons des jours meilleurs et le moment où la vengeance sera de nouveau douce” (énoncée de Mubumbu).*

Actuellement, les conflits civils et de droit public (tels que les conflits de droit foncier, les conflits concernant les récoltes et semences, les poursuites judiciaires) de même que les simples délits [tels que les bagarres ou le vol simple (vol de compost!), la grivèlerie (après la consommation de Kasiksi)] sont réglés à l’amiable si possible.

*”La population rurale règle les conflits elle-même, parce que le Mwami fait défaut. On attend son retour et prend actuellement les affaires soi-même en mains. Des conflits de relation sont réglés définitivement. Des conflits de droit foncier qui touchent l’autonomie de l’administration locale sont réglés provisoirement. Si un conflit est soumis à l’administration étatique, celle-ci va tout entreprendre pour s’enrichir en profitant de la situation. C’est pourquoi cela ne fait pas de sens de s’adresser à elle” (énoncé de Kinjuba).*

L’instance médiatrice locale la plus importante est la commission indépendante ”Justice et Paix” de l’église catholique<sup>19</sup>, une instance qui n’est pas sous l’autorité de l’église. Mis à part ses tâches de médiatrice, cette commission défend les droits de l’homme et informe la population sur ses droits.

Les autorités locales, surtout les instances de droit coutumier, sont également moins compromises aujourd’hui de la part des paysans que dans le passé<sup>20</sup>. À plusieurs reprises, il a été souligné que les autorités traditionnelles ont été expulsées ensemble avec les paysans par les occupants et que ces autorités ont partagé pendant la fuite tout ce qu’elles possédaient avec la population du village et qu’elles ont perdu de même que les paysans tous leurs avoirs. Si dans les villages où l’enquête était menée des conflits touchent des questions de droit coutumier, l’hierarchie traditionnelle est mobilisée comme avant ( les représentants locaux du Mwami tel que le Chef de localité ou le chef de Sous-localité).

*”En général on s’adresse au Chef de localité. Quelques sujets subversifs et des sujets voulant faire l’important s’adressent toutefois directement au procureur, mais ce procédé aboutit dans la plupart des cas à une déception, parce que ce dernier n’est pas familier avec le milieu et ne fait qu’encaisser” (énoncé de Kadjucu).*

*”Les autorités traditionnelles ont regagné de l’importance. Les paysans ont plutôt confiance en elles parce qu’ils voient, que le Mwami doit se cacher devant les rebelles. Déjà plusieurs se sont adressés avec leurs problèmes au Chef coutumier et étaient satisfaits, d’autres attendent encore.”*

---

<sup>19</sup> ”La Commission Diocésaine Justice et Paix est un secteur du bureau Diocésain de Développement et des Oeuvres Sociales (BDD-OSD). Elle est une organisation de défense des Droits humains” (définition par l’organisation même, 1994)

<sup>20</sup> Au temps de l’ancienne République du Zaïre, l’hierarchie traditionnelle était au solde de Mobutu et par là à celui de l’autorité étatique.

Il est également possible que l'affaiblissement de la base économique ait une influence positive sur le comportement en cas de conflit. Dans les villages, la consommation de bière et de Kasiksi n'est plus de coutume quotidiennement et, par conséquent, la consommation d'alcool a bien diminué, ce qui a comme conséquence que les conflits locaux s'intensifient bien moins vite. Il est vrai, qu'à part les groupes de base, le vendeur de Kasiksi est encore souvent la seule personne à laquelle on s'adresserait actuellement pour emprunter de l'argent. Car *"aujourd'hui il faut courir derrière l'argent et on ne peut plus être exigeant"*. Cela pourrait signifier qu'un nouveau terrain de conflits pourrait s'ouvrir entre les vendeurs locaux de kasiksi (monopole de l'argent comptant!), les groupes de base plus fortunés et les autres habitants du village, ce qui pourrait avoir des conséquences néfastes sur la réalisation des activités encouragés par le Projet Kabare, d'autant plus que le Projet Kabare s'appuie sur place sur les activités des groupes de base. C'est pourquoi il conviendrait de réfléchir si l'activité des groupes de base ne devrait pas s'orienter à l'avenir plus fortement vers l'accomplissement de tâches communales ce qui comprendrait à côté des ressorts principaux du Projet Kabare le renforcement des capacités d'effort personnel (c-à-d. "l'autopromotion") des communautés villageoises, la sauvegarde de l'harmonisation des intérêts ou l'encouragement au dialogue.

Des problèmes existent toutefois concernant le contrôle de la forte agressivité. Celle-ci ne suit cependant pas non plus le stéréotype ennemi de la logique de guerre (Hypothèse 5). Dans certains villages, il y a trop d'armes en circulation (Bushumba, Kadjucu). Ainsi, des agressions à main armée se répètent régulièrement et sont commises d'une part par les parties de guerre mais aussi par des personnes voulant s'emparer de l'argent rapidement (des militaires, des bandes de jeunes). La population civile rurale est en quelque sorte impuissante face à ces développements, d'autant plus que la police est actuellement plus ou moins inefficace. Uniquement à Ishungu (Mumosho) où la population et les militaires ont conclu un moratoire<sup>21</sup> il est question d'un recul général de la violence.

#### **2.1.4 État d'approvisionnement économique<sup>22</sup> et santé**

L'état d'approvisionnement est critique aussi bien à Bukavu que dans la région du Projet Kabare. Comme déjà mentionné, les axes de communication Bukavu-Bunjakiri et Bukavu-Mwenga sont actuellement interrompues. L'approvisionnement de Bukavu en denrées principales, tel que bananes, haricots, manioc, tomates, huile de palme, sel et viande est difficile.

Pour le Projet Kabare, la situation alimentaire s'est beaucoup détériorée, d'autant plus que cette région dépend déjà depuis très longtemps de Bukavu. À cela s'ajoute que le cheptel a été fortement réduit - selon divers témoignages concordants, il n'y a plus une seule tête de grand ou petit bétail dans certains villages (tels que Bushumba, Kinjuba, Mubumbu) - et la rentrée des récoltes dans les régions qui sont menacées militairement (proximité du parc ou de l'aéroport) est également problématique.

---

<sup>21</sup> des détails sous partie I, chap. 2.2.2

<sup>22</sup> Les hypothèses au sujet de l'approvisionnement économique sont différenciées localement, voir chap. 2.2



L'accès plus difficile à l'argent liquide se fait ressentir, en particulier dans le secteur de la santé. Les prix pour les médicaments sont cependant restés sur le niveau de 1994, mais les personnes interrogées ne sont guère capables de trouver l'argent liquide nécessaire. Dans certains cas, il est déjà question de ventes de terrain pour pouvoir couvrir les frais de santé, d'autres préfèrent rester à la maison ou s'enfuir après leur traitement à l'hôpital. En général, on peut constater un retour à la médecine traditionnelle.

## **2.2 Nuances locales de la guerre**

Les descriptions suivantes sont basées avant tout sur des impressions subjectives des interrogateurs et/ou interrogatrices respectifs/ves. Leurs énoncés sont complétés à certains endroits par quelques citations de l'enquête faite dans les villages. Suite à l'orientation thématique du questionnaire et sur la base d'un aide-mémoire concernant la situation de sécurité dans les villages, les interrogateurs/interrogatrices ont été prié(e)s de faire leurs propres observations. Celles-ci ont été discutées en groupe. Cet entretien a été enregistré sur bande sonore et les passages les plus importants seront présentés ci-après.

Les sous-chapitres contiennent d'une part des informations sur les conséquences locales de la guerre. D'autre part, un rapport est toujours établi entre la valeur locale et le fonctionnement du projet. Il est intéressant de constater que le projet à la campagne se situe en dehors de toute notion de temps. D'une part, cela peut avoir à faire avec l'orientation thématique du projet. Il est évident que la culture des haricots volubiles est très peu soumise aux changements sociaux! D'autre part, l'économie de subsistance en tant que forme primaire de l'agriculture est en soi intemporelle. Ainsi il n'est possible de démontrer nulle part - bien que les ruptures macrosociétales sont considérables - qu'au niveau du village, les réalisations du projet auraient subi de grands dommages sous les conditions-cadre difficiles, - au contraire! Le projet qui, depuis des années essaye de développer au niveau du village avec l'aide des groupes de base une structure de société civile avec une orientation de politique de développement, obtient un essor inespéré. Comme les marchés se sont effondrés et que les ouvriers migratoires sont rentrés des villes et des mines à leurs fermes, l'économie de subsistance leur offre actuellement la seule chance de survie. Et l'amélioration des conditions de vie de la ferme est depuis des années le centre des efforts du "Projet Développement rural Kabare". Dans cette mesure, il serait erroné de penser que les conditions-cadre n'aient pas d'influence sur le déroulement du projet.

### **2.2.1 Des soldats dans le village: l'exemple Bushumba**

Bushumba est un village dispersé au sud-est de l'aéroport de Kavumu et est situé non loin de la plus importante route qui relie Bukavu à Kalehe (-Goma) et qui longe le bord du lac. Autrefois, Bushumba était situé au milieu de la zone pilote du Projet Kabare, dont le siège principal était jusqu'au début des années 90 à Nyamunyunye, un hameau à proximité directe de Bu-shumba. Le projet a réalisé à Bushumba entre autre la remise en état de diverses pistes, un réseau bien fonctionnant de vulgarisation agricole, diverses prises d'eau etc. En plus, les bureaux du PK tout près offraient du travail salarié, soit sur les champs d'essai ou dans le cadre de l'administration du projet. Pour cette raison, nous formulons l'hypothèse suivante:

*Hypothèse 6*

i) L'attache à la rue principale qui mène à l'aéroport favorise l'incorporation dans l'économie d'argent et de marché et est favorable à l'imposition d'une économie de guerre locale ( par ex. une situation d'approvisionnement sensiblement meilleure: le commerce avec des marchandises pillées; des prix excessifs dûs à une spéculation généralisée avec le danger de guerre; les petits délits augmentent; la mentalité parasite est très répandue; la motivation d'autopromotion est faible).

ii) La situation d'approvisionnement est sensiblement meilleure le long de la route et les difficultés concernant la distribution locale des marchandises qui sont reliées à la guerre (problème de sécurité) favorisent pendant la phase de guerre froide les mouvements de migration intérieure en direction de la route - pendant les phases de guerre chaude par contre, les mouvements de migration intérieure dans la direction inverse.

### *Hypothèse 7*

Dans des endroits avec une intensité de vulgarisation élevée du PK (haute densité de contact, longue durée de consultation) les dommages causés par les événements belliqueux ont, à longue durée, un effet moins grave

parce que, premièrement, les capacités locales d'autopromotion sont mieux développées;

parce que, deuxièmement, le travail permanent avec les objectifs de développement donne de meilleures structures à la vie quotidienne et,

troisièmement, parce que les espoirs d'une amélioration ont un arrière-plan plus réel.

Concernant Bushumba, les deux hypothèses s'avèrent fausses. Même si l'hypothèse 6 peut se justifier théoriquement, elle néglige dans les cas de Bushumba (et d'Ishungu<sup>23</sup>, situé dans la zone sud, faut-il ajouté) l'importance stratégique et militaire d'une telle axe de liaison. Pour Bushumba, sa proximité à l'aéroport, occupé par l'armée, est en outre lourde de conséquences, car ainsi les intérêts contraires se heurtent brutalement. Et l'hypothèse 7 n'est pas assez complexe. Elle suppose, seul l'intensité d'intervention du projet pourrait réduire les dommages de guerre à long terme et oublie là-dessus que la proximité culturelle des objectifs de consultation (tel que par exemple les mesures soutenues par le PK de cultiver aux endroits appropriés et d'augmenter le rendement des récoltes), le niveau d'intervention (femme/groupe de base) et les conséquences locales de la guerre prennent une (trop) grande influence sur le déroulement du projet par rapport à l'intensité d'intervention. La question de l'intensité de la consultation est bien essentielle, mais elle n'est pas décisive.

De Bushumba, sélectionné à base de cette hypothèse, le rapporteur fait la description suivante:

*"Ma première impression était que les conditions ont fortement changé. Déjà les routes, qui autrefois donnaient au village de l'allure, sont très négligées. Il y a partout beaucoup d'herbes et les bords des routes sont moins entretenus que jadis. Les ponts toutefois sont encore en bon état. Les écoles - elles se trouvent près de l'aéroport - étaient utilisées par les soldats ce qui était d'ailleurs également le cas pour les bureaux de Nyamunyonye, parce qu'il n'y avait pas assez de place pour les soldats à l'aéroport. Toutes ces maisons sont aujourd'hui complètement détruites. Les bâtiments n'ont plus de toits - ils ont été vendus pour se procurer de l'argent - les*

---

<sup>23</sup> Ishungu est également situé sur une axe de liaison principale, à savoir sur la rue Bukavu - Kamanyola (-Uvira). Des détails à ce sujet sous chap. 2.2.2

*lattes de bois ont été démontées à d'autres usage ou pour préparer à manger pendant la plus grande détresse. À Nyamunyunye, il en va de même. Là, les bâtiments des bureaux sont complètement "travaillés". Vraiment tout ce qui était vendable d'une manière ou d'une autre a été vendu et cela donne une impression très triste."*

a) Concernant la situation d'approvisionnement économique

*"Pendant la période que j'étais là, les paysans racontaient qu'ils mangeaient vraiment bien - mais bien, qu'est-ce que cela veut dire? Ils mangeaient de petits restes de poissons amer vraiment très amer, j'en ai mangé moi-même et puis j'avais une terrible diarrhée et j'ai pensé devoir arrêter mon sondage. Il règne une très grande misère. Quelques-uns essaient de se tirer d'affaire avec la plante pulbeuse Taro ou Colcase. La grande quantité de bananes - qui poussent autour des fermes - ne sont presque plus fermentées, mais sont utilisées comme denrée alimentaire de base. Un autre problème réside dans le fait que les gens ne trouvent plus de travail salarié. Autrefois, une partie travaillait à Nyamunyunye et là, ils étaient rémunérés; d'autres travaillaient pour INERA et y recevaient un petit salaire. Aujourd'hui, il y a un très grand chômage à Bushumba."*

b) Concernant la valeur social et la façon locale de fonctionner du Projet Kabare

*"On voit bien qu'avec l'aide du Projet Kabare, les champs sont labourés plus convenablement et les paysans souhaitent vraiment que le projet puisse continuer. Les paysans m'ont exposé de façon convaincante que la prière à l'église et la collaboration dans un groupe de base étaient devenues pour eux ce qui comptait le plus dans leur vie. Il n'y a presque plus personne qui ne soit pas engagé quelque part et emploie ses forces de travail pour l'augmentation de la caisse du groupe. Tous ont compris qu'il n'y a qu'un chemin à parcourir en commun pour sortir de la misère et que le travail sur les champs est d'importance vitale. Le Projet Kabare leur donne de l'espoir et il ne devrait pas être fermé."*

c) La présence des militaires comme menace quotidienne

*"Le problème est la présence des militaires. Ils viennent et tirent, posent des mines, jettent des bombes et les paysans ont chaque fois très peur. Ceux qui ont un coeur faible n'osent plus d'aller au champ dans de tels moments et se cachent à la maison. Même pendant que j'ai fait mes recherches sur place, le mardi à 13 heures et le mercredi matin, les militaires jetaient des bombes près de l'aéroport et on racontait que les militaires étaient en train de tester leurs armes. Je sentais bien comme cela me préoccupait et je comprenais qu'en de tels moments on ne peut plus travailler sur les champs."*

*Question intermédiaire: "Est-ce que les Mayi-Mayi se trouvent au village?"*

*"Oui, l'aéroport est régulièrement attaqué par les Mayi-Mayi et Bushumba est juste à côté. C'est pourquoi, pendant ces temps, Bushumba fait partie du champ de bataille. Les militaires ont monté une barrière à Tshivanga pour se protéger contre les Mayi-Mayi qui se trouvent dans le parc. Mais comme il y a beaucoup de possibilités pour y passer, les représentants du RCD ne peuvent pas tout contrôler. Les Mayi-Mayi reviennent périodiquement jusqu'à l'aéroport et, de temps à autre, ils l'occupent*

*même. Par exemple au moment où les Mayi-Mayi ont avancé jusqu'à Kalehe, ils ont également chassé les gens du RCD de l'aéroport. Pour cette raison, les militaires stationnés à l'aéroport ne passent pas leurs nuits à l'aéroport. Ils se cachent dans les champs et les marais avoisinants, tout près de Bushumba. C'est la raison pour laquelle ils sont très souvent à Bushumba et achètent leur Kasiksi. Et les militaires qui ont bu du Kasiksi sont très dangereux, très agressifs et on sent qu'ils sont à chaque instant capables de tout."*

En plus, il résulte des interviews faits dans les villages *"que les militaires (...) sont toujours à la recherche de personnes qui pourraient leur être utiles, qui portent leurs affaires et qui tirent à leur place: Nous avons pour cette raison très peur d'être recrutés."* Le marché aussi n'est presque plus fréquenté, on y voit trop de soldats. *"Il y a beaucoup de problèmes au marché. Nous avons très peur (...à cause) du grand nombre des militaires, (...qui là) sont simplement en train de flâner. Il en résulte alors une bousculade dont profite les personnages louches. Ou les militaires sèment la panique parmi les marchands. Ils attaquent simplement un stand ou commencent à tirer dans l'air sans raison. Effrayés, nous nous enfuyons et les militaires peuvent tranquillement dérober nos biens."*

## **2.2.2 Un contrat de domination local: l'exemple Ishungu/Mumosho**

Ishungu (Mumosho) est situé dans la pointe sud de la Collectivité Kabare, au seuil de l'Escarpe. Ce village a également été sélectionné sur la base des hypothèses 6 et 7. Concernant cette localité, il ne peut pas non plus être question d'une économie de guerre locale dans le sens formulé ci-dessus. Et l'intensité d'intervention du PK qui est comme tout le monde admet moindre dans la zone sud ne porte pas préjudice aux capacités locales d'autopromotion. À Ishungu, les paysans se sont arrangés de manière créative avec la menace quotidienne. Les habitants gardent surtout un mauvais souvenir des troupes de Kabila. À cette période, la presque totalité de l'infrastructure a été détruite. - Les pupitres de l'école servaient de bois de chauffage, les fenêtres et portes ont été enfoncées, le dispensaire pillé, il y avait des fusillades au village et la population entière du village a été mise en fuite. Quand en août 1998, des troupes arrivaient de nouveau, les paysans ont cherché une solution et ont conclu avec les rebelles une espèce de moratoire.

*"À Ishungu, les militaires sont nourris par la population. Chaque ménage contribue sa part, que ce soit du savon, des bananes, des haricots, une chèvre ou un cochon. Les paysans gardent un stock qui est mis périodiquement à la disposition des militaires. Les militaires s'en rendent un peu compte et évitent de molester la population. Naturellement, la population n'est pas contente de cette situation. Les événements l'ont traumatisée. Et c'est clair que les villages aident ainsi les militaires, mais quand vous voyez ce que c'est pour un paysan, qui ne possède pratiquement rien, de devoir remettre chaque semaine ou tous les quinze jours sa quantité d'haricots - évidemment, pour lui, c'est très difficile."*

Face à la menace réelle, l'expert estime qu'il est secondaire, que les habitants aident les militaires qui leur sont à la base hostiles à survivre. Même si on ne peut pas nier que le danger augmente par là que les réalisations du projet orientées vers le développement de l'agriculture sont instrumentalisées politiquement.

- a) Les indications concernant la valeur sociale et la manière locale de fonctionner du projet

*”Inversement, il faut voir que les gens travaillent beaucoup, vraiment. J’étais également étonné combien d’hommes, également des jeunes, que l’on pouvait rencontrer jadis à Bukavu, cultivent aujourd’hui intensément les champs. C’était pour moi une expérience nouvelle et spéciale. En apparence, il n’y a pas de soldats qui traînent la savate, les gens s’entendent entre eux et peuvent circuler librement. Ils se rendent également dans les plantations de Pharmakina et on a l’impression qu’ils se sentent un peu en sécurité. Quand on demande aux paysans quelles sont leurs perspectives d’avenir, ils répondent: ‘les militaires nous laissent en paix et on peut au moins cultiver, si on a un lot de terre. On peut cultiver partout, cela n’est pas un problème.’”*

*”Même si, dans cette région le Projet Kabare n’est pas aussi bien connu qu’ailleurs (uniquement ADI-Kivu est actif dans la région/MW) cela ne diminue en rien le degré d’autopromotion dans les champs. ADI-Kivu a déclenché un changement au sein du village et y a lancé la vulgarisation agricole. Les habitants sont à l’écoute, ils examinent tous les conseils et, si possible, les réalisent. Depuis l’invasion des troupes de Kabila, plusieurs nouveaux groupes de base ont été fondés et aucun n’a été dissolu.”*

- b) Les indications concernant le maniement des conflits au sein du village et l’usage des moyens de la violence

*”En réalité, il n’y a pas de violence. Les paysans ont raconté que jadis, sous Mobutu, il y avait beaucoup de violence au village, mais après la guerre de 1996, les gens sont devenus plus prudents et ont mieux pris garde. La plupart des conflits sont réglés au niveau des églises. S’il y a des conflits, ils sont déjà souvent réglés dans le groupe de base, éventuellement dans les cercles chrétiens. Ils pensent que les autorités étatiques sont beaucoup trop corrompues (...). Il est également typique que le Chef de Poste, la première instance externe qui règle des conflits, s’est plaint auprès de moi qu’il recevait trop peu de demandes de la part de la population. Il a raconté que depuis trois jours plus personne n’est venue le consulter. C’était très inquiétant pour lui et il se plaignait du manque de confiance de la part de la population. Il pense que la population est devenue plus méfiante vis-à-vis des autorités étatiques et qu’elle cherche plutôt à résoudre les problèmes dans un cadre restreint au lieu d’approcher le poste.”*

### **2.2.3 Les attaques venant de la forêt: l’exemple Mubumbu/Mudaka**

Le village de Mubumbu est situé dans la région en bordure du parc. Il n’existe pas de route, pas même un chemin viable pour y arriver avec une motocyclette. Ce qui reste à faire c’est de marcher péniblement à pied. La liaison la plus courte entre le village et la route est d’environ 7 à 8 km. À cause des Interahamwe cachés dans le parc, et des Mayi-Mayi congolais, la région en bordure du parc est menacée d’une autre façon que la zone-noyau du projet à proprement parler. Nous avons formulé par conséquent l’hypothèse suivante:

**Büro für Konfliktforschung  
in Entwicklungsländern**

### *Hypothèse 8*

- i) La situation de sécurité des villages à proximité du parc est en danger parce que le parc se prête comme cachette aux bandes maraudantes. Il en résulte que la vulgarisation dans ces endroits est par principe à mettre en question.
- ii) La situation de sécurité des villages à proximité du parc n'est pas plus menacée qu'ailleurs, parce que le parc est surveillé et contrôlé par les unités militaires, les rebelles du RCD. En principe, la vulgarisation devrait donc également être possible à proximité du parc.

La variante i) est en principe juste, la variante ii) par contre ne l'est pas. Il est vrai que les rebelles du RCD ont monté une barrière à Tshivanga, pour empêcher les invasions des Mayi-Mayi et des Interahamwe collaborant partiellement avec ces derniers, mais les rebelles ne contrôlent pas le parc.

En ce qui concerne la variante i), il convient toutefois de mentionner que les problèmes de vulgarisation ne sont pas uniquement dûs aux problèmes locaux délicats. Des problèmes résultent également du fait qu'ils existent à Mubumbu deux structures de vulgarisation rivales. La rapporteuse décrit la situation comme suite:

a) La situation de sécurité

*"La situation de sécurité n'est vraiment pas bonne. Les gens étaient du reste très étonnés que j'ai séjourné pendant 4 jours dans leur village sans être incommodée. Chaque jour, vers 10 heures, on voyait que les gens devenaient très inquiets et se retiraient dans leurs maisons. Le même jeu se répétait vers 14 heures. Ils m'ont expliqué que c'étaient normalement les moments où "les gens de la forêt" (Hutu) agressaient le village. Le soir, il n'y a pas de molestations, mais les gens se retirent quand-même dans leurs maisons au moment crépuscule, parce que l'on ne sait jamais si "les gens de la forêt" ont changé leur programme et surgissent d'un coup à l'abri des ténèbres. Vers 10 heures et 14 heures, les femmes surtout courent vite, vite pour être à la maison, car ce sont les heures auxquelles elles sont surprises et violées en plein champ. Les militaires du RCD par contre ne se sont encore jamais montrés au village. Les derniers militaires qui étaient ici c'étaient des gens de Kabila. Mais depuis août, aucun militaire n'est venu au village. Ils ne sont donc pas molestés par le RCD mais par les Interahamwe."*

*"J'ai aussi vu que les gens sont très sceptiques et méfiants face à chaque étranger qui se montre au village. Ils craignent que les étrangers viennent pour espionner et pour communiquer les informations accumulées aux "gens de la forêt", de sorte que les villageois n'arrivent pas à savoir ce qui pourrait de nouveau leur arriver. Cela ne m'a pas forcément facilitée la tâche. Quelques bouts des entretiens ont été marqués par cette méfiance. On ne parlait pas toujours ouvertement et je devais chercher le contenu caché de leurs énoncés. Mes interlocuteurs étaient également surpris que je me promène tout librement dans leur village sans qu'il m'arrive quoi que ce soit ou sans que je devienne témoin d'un incident. C'était en quelque sorte comme si je devenais le protagoniste de leurs espoirs."*

- b) Les indications concernant la valeur sociale et la manière locale de fonctionner du projet:

*”Les paysans trouvent que la vie est devenue trop chère aujourd’hui. Ils trouvent qu’ils peuvent bien vendre leurs récoltes, mais en revanche, ils ne peuvent guère acquérir quelque chose en vue d’assurer leur survie (médicaments!). Les paysans ont bien l’impression que leurs terrains à cultiver ont perdu leur force, mais que les récoltes s’étaient quand-même considérablement améliorées cette année - grâce à la coopération avec le Projet Kabare, qui a répandu un peu partout la préparation du compost. Depuis peu, les marais des vallées sont également cultivés et cela grâce une campagne de sensibilisation de la GTZ. On y récolte des choux, du soya, des haricots volubiles, des tomates et des oignons. Les paysans souhaitent beaucoup que le projet continue.*

*L’approche ”gender” toutefois n’est pas encore vraiment implanté. Ainsi, la majorité des groupes d’autopromotion sont des groupes homogènes. Les femmes et les hommes travaillent dans un monde séparé. Seul dans le ”Comité de Développement”, il y a deux femmes et neuf hommes.”*

*”Au village, il y a un recouvrement des zones d’activité de deux structures qui collaborent avec le Projet Kabare (...). Les deux vulgarisateurs ne s’entendent pas bien. (...). Les services de vulgarisation locales devraient être considérablement améliorées et les agents concernés devraient être motivés en conséquence. Il faut faire attention à ce que les vulgarisateurs se rendent compte des besoins du village. En outre, l’entretien des pistes pourrait faciliter beaucoup de l’accès aux villageois.”*

## **2.3 Nuances sociales de la guerre**

Les énoncés ci-dessous s’appuient de nouveau sur les résultats de l’enquête au village. Comme le titre l’indique, la différenciation se montre en premier lieu entre catégories sociales et plus entre catégories locales. Pour cette raison, il convient de rappeler que les généralisations faites se réfèrent uniquement aux cinq villages où l’enquête a été menée. Des généralisations plus étendues sont purement spéculatives, même si elles semblent tout à fait plausibles.

### **2.3.1 Les mouvements de migration et des expulsés internes**

Pendant les deux guerres, des mouvements de migration assez importantes ont eu lieu dans la région du projet, soit que toute la population du village a été mise en fuite par les militaires, soit qu’une partie des réfugiés rwandais s’étaient temporairement cachés dans les villages voisins après avoir été expulsés des champs, soit qu’une grande partie de la population de Bukavu a cherché refuge chez la parenté à la campagne ou qu’une partie s’est enfuie à Bukavu. Selon nos informations, environ 20 personnes par famille ont été accueillies dans de tels moments dans les villages en question. Dans certains cas, il est même question de 200 personnes par famille. Parmi les cinq villages, Kadjucu était régulièrement confronté à de tels mouvements.

*”Kadjucu avoisine la zone agricole de Kalehe. Kalehe est une zone très menacée, car dans les bois avoisinants se trouvent les Interahamwe. Quelques Mayi-Mayi et les militaires du RCD y sont également présents. Et les paysans de Mabindu et Bulera sont aussi menacés par les divers groupements qui se disputent le pouvoir. Chaque fois que de nouveaux affrontements se produisent à Kalehe, Mabindu ou Bulera, ce qui peut arriver fréquemment, les paysans s’enfuient à Kadjucu. J’avais également un peu peur, mais pas beaucoup. Je me suis habitué entretemps à ce mode de vie et par chance, les Interahamwe sont restés dans la forêt. Mais les paysans racontent qu’ils sont continuellement en contact avec eux.”*

*”Depuis 1994 (l’arrivée des réfugiés rwandais), un peuple tout entier vit dans un autre peuple. Cela rend la vie difficile, surtout parce que les deux peuples se disputent la nourriture et en plus, il y a également la population urbaine chez nous - ça aboutit à un grand pêle-mêle.”*

Un autre phénomène dû à la guerre est l’exode urbain. Comme les possibilités d’un gagne-pain à Bukavu sont devenues très restreintes, les jeunes surtout, qui sont parties avant 1996 à la ville (exode rural), retournent maintenant à la ferme de leurs parents. Avec la guerre, la plupart des hommes et des jeunes qui travaillaient dans le commerce ou les mines (d’or) sont également retournés à la ferme familiale. Là, ils cultivent maintenant ensemble avec les femmes et les vieux leur propre terrain.

Par conséquent, les ressources en main-d’oeuvre augmentent dans les régions rurales. Ainsi il existe un potentiel considérable en main-d’oeuvre qui pourrait être engagé pour réaliser d’autres tâches au sein du projet. Il serait indiqué d’en profiter systématiquement à l’avenir. Toutefois, il ne faut naturellement pas oublier que par là, le nombre des personnes à nourrir s’est beaucoup accru. En même temps, on peut se poser la question, si la composition du groupe-cible a changé vu le travail à fournir. L’étude de la TU Berlin sur la différenciation des groupes-cible part de la constatation *”que ce sont les exploitations gérés par une femme qui sont les plus petites”* (1990:48). Il faut se demander si cette constatation est encore entièrement correcte à l’heure actuelle. La question de principe impérieuse est pour le moment: Qui a encore accès à la terre? On peut également affirmer qu’avant la guerre, il y avait une répartition du travail - surtout dans les ménages qui ne disposaient que de petites surfaces à cultiver - dans le sens que les hommes travaillaient comme travailleurs migrants dans les mines et/ou en ville. Et actuellement, ils sont rentrés.

### **2.3.2 La situation des ménages et des exploitations agricoles**

*a) La situation alimentaire:* En général, on doit constater une diminution de la base économique. Surtout la consommation de la viande a fortement diminué. En règle général, les paysans ont mangé de la viande pour la dernière fois à Noël, et même quelques rares personnes en août de l’année passée. Il est vrai que l’on entend en partie sous viande uniquement la viande de boeuf, de veau ou de chèvre et la viande des petites bêtes (poules, lapins, cochon d’Inde) est en partie exclue, parce que les paysans considèrent cette viande que de qualité inférieure. Et la consommation du poisson reste réservée aux habitants en bordure du lac et aux personnes touchant encore un salaire.

*Question: ”Vos habitudes de la consommation ont-elles changé depuis 1994?”*



*"Oui, jadis, il fallait faire un effort sur soi-même et ensuite, on pouvait se permettre un bon repas. Actuellement on peut faire autant d'effort sur soi-même que l'on veut, il n'y a pas de viande, il faut faire l'effort sur soi-même pour survivre."*

*"Jadis, il y avait encore plus de bétail et plus de paix."*

*Question: "Quand est-ce que vous avez mangé de la viande pour la dernière fois?"*

- *"Il y a beaucoup de mois, je ne sais plus quand et je ne sais plus quel goût elle a."*

- *"Il y a six mois."*

- *"Il y a plus de six mois."*

- *"À Noël."*

- *"Il y a une année, mais à Noël, j'ai tué une poule."*

- *"Si quelqu'un possède des animaux, ils seront plutôt vendus qu'abattus pour pouvoir s'acheter au moins un peu de sel et d'huile."*

- *"Quand ma soeur s'est mariée et qu'on a reçu la dote. C'était le 13 décembre 1998."*

À Bushumba, ils existent en outre des signes précurseurs d'une famine. Ainsi les habitants ont commencé à manger la plante bulbeuse Taro contenant de l'amidon. En outre, certaines bananes contenant beaucoup d'amidon et qui sont cultivées pour la fermentation de la bière Kasiksi ne sont utilisées dans ce but qu'en faible quantité. La plupart de ces bananes sont utilisées comme "bananes à cuire". À Kinjuba, beaucoup d'enfants ont dû être hospitalisés suite à une malnutrition. Le rapporteur a également parlé d'enfants avec de grands ventres gonflés dûs à la faim.

*b) Les stratégies de cultiver.* Le produit le plus important qui est cultivé actuellement, c'est la banane.

*"Aujourd'hui, les bananes sont cultivées plus souvent qu'avant. C'est un héritage de nos ancêtres qui nous ont enseigné comment procéder dans des temps de crises. Nous avons besoin de bananes parce que c'est bon pour nous. Le manioc est également important, mais pas autant que la banane. Le manioc est un aliment de base. Le manioc et les bananes sont comme frère et soeur. On les mange ensemble. Les haricots servent de réserve. Ils sont là pour les cas d'urgence et sont vendus pour acheter les vêtements des enfants ou de la femme."*

En général on préfère pour le moment cultiver pour satisfaire les besoins de base les plus élémentaires et pour augmenter les rendements (immédiats).

*c) Le développement des prix.* En ce moment, il est devenu difficile de faire l'échange de produits agricoles contre le sel qui est livré par la ville. Ainsi, le pouvoir d'achat des paysans s'est détérioré rapidement. En 1994, la relation d'échange haricots/sel était encore de 2:1 (2 verres d'haricots pour 1 verre de sel), actuellement, dans les villages en question, elle est en général de 4 : 1 - à Bushumba même de 5 ou 6 : 1. Il faut donc actuellement au moins deux fois plus d'haricots pour une unité de sel qu'en 1994. Ce développement ne paraît pas logique vu que Bukavu souffre d'un problème d'approvisionnement en denrées alimentaires et que le sel provient de la ville. On se serait donc plutôt attendu à un développement inverse de la relation d'échange. Les remarques des paysans à la question, s'ils se rend encore au marché, peuvent peut-être apporter quelques éclaircissements:

*”Non. Qu’est-ce que je vais y faire? Qu’est-ce qu’il y a à acheter là? Tous ont la même chose à offrir, des haricots et des bananes. De la viande il n’y en a guère. Celui qui a de la viande la mange lui-même. Et le savon qui vient de la ville, j’aurais besoin d’argent pour en acheter.”*

Cela veut dire que la valeur d’échange des produits du sol mis en vente est devenue faible à cause d’un manque de diversité de l’offre. Et l’argent liquide n’est pratiquement plus disponible au village. Ainsi, il est également symptomatique que la question concernant l’endroit où on emprunterait de l’argent ne peut plus servir d’indicateur de la solidarité entre voisins. L’argent est emprunté là où il y en a, par exemple dans un groupe de base ou s’il le faut chez le vendeur de kasiksi - pourvu qu’il puisse encore en vendre...

*”Des conflits surgissent surtout autour du Kasiksi. Ceux qui boivent encore actuellement, boivent bien qu’ils ne puissent plus payer la consommation.”*

*d) Le cheptel.* Le cheptel est actuellement très faible. Une grande partie du bétail a été volé ou tué par les réfugiés rwandais en fuite et les militaires maraudants qui les ont suivis. Et ce qui en restait a été abattu par les paysans par précaution pour au moins pouvoir vendre la viande ou pour la manger eux-même. Par conséquent, les paysans ne disposent plus de la caisse d’épargne traditionnelle et la bouse des vaches manque partout pour augmenter le rendement des récoltes.

*e) Le rendement des récoltes et développement des revenus.* Le développement des récoltes est estimé différemment selon chaque village. À Ishungu, la récolte a légèrement diminué à cause du manque de bouse et d’une longue sécheresse. En plus, les terres sont vieilles et clairement épuisées. Suite au moratoire conclu, le travail de cultiver n’y est toutefois pas entravé. À Bushumba, le travail dans les champs est rendu plus difficile à cause de la situation de sécurité précaire, mais là, où les champs peuvent être labourés, les récoltes sont stables. À Kadjucu, Kinjuba et Mubumbu, quelques beaux progrès ont pu être réalisés (haricots volubiles) grâce aux services de vulgarisation du Projet Kabare et malgré le manque de bouse. À plus-ieurs reprises, on met l’accent sur le fait que l’amélioration des récoltes ne sert pas à grande-chose, puisque par les migrations internes le nombre de consommateurs au village a nettement augmenté. En gros, on peut évaluer que suite au retour des travailleurs migrants, il y a actuellement 2 à 3 personnes de plus à nourrir par ménage<sup>24</sup>. Cela est d’autant plus problématique qu’il n’y a pratiquement plus de sources de revenu en dehors du ménage. Des employeurs traditionnels tels que Pharmakina ou SIPEF n’offrent plus de possibilités de gains de sorte qu’il ne reste aux paysans que l’économie de subsistance.

*f) Situation des exploitations agricoles.* Avec le retour des travailleurs migrants (des hommes d’âges divers) à la ferme de leur origine, la situation alimentaire s’est aggravée. Cependant on remarque simultanément que les champs sont actuellement exploités d’une manière d’autants plus intensive (la préparation du compost est très bien répandue entretemps et les haricots volubiles ont commencé à prendre pied; en outre, la lutte anti-érosive a été améliorée en partie, même si, par-ci et par-là, l’outillage adéquat fait défaut).

---

<sup>24</sup>Selon les chiffres établis par la TU Berlin, il y a environ 30’000 ménages dans la Collectivité de Kabare. Selon une estimation prudente, on peut affirmer qu’actuellement il y a - à part de l’augmentation annuelle de 3% de la population - environ 60 à 90’000 personnes plus à nourrir. Jusqu’à présent, 30’000 ménages correspondaient à environ 200’000 personnes.

d) *Scolarisation des enfants*. Depuis 1994, les quote-parts de scolarisation des enfants sont légèrement régressives. Toutefois, quoique l'accès à l'argent liquide est actuellement plus difficile, l'argent n'a plus d'influence sur la quote-part de scolarisation parce que toutes les écoles sont fermées depuis l'invasion de l'armée rebelle à cause des questions de sécurité.

### 2.3.3 Les capacités d'autopromotion et les formations de groupes de base

Cela serait une grande erreur de déduire des conditions de vie difficile et de la mauvaise situation de sécurité que la capacité d'autopromotion des groupes-cible serait affaiblie. La situation de vie critique favorise plutôt un rapprochement local et a donné dans la situation actuelle un élan nouveau et inespéré à la formation des groupes de base au niveau local. Celle-ci a été encouragée par le Projet Kabare depuis des années.

*"Les gens s'adressent plus à ces groupements et y sont plus actifs (...). Moi aussi, je dois forcément collaborer avec eux, si jamais, j'ai des problèmes, je dois savoir qui peut m'aider. Je dois aussi trouver de nouvelles solutions pour ma ferme et pour cela j'ai besoin d'aide!"*

*"Beaucoup de groupes se sont formés parce qu'ils ont constaté qu'il faut être membre d'une association pour lutter contre la misère. En nous réunissant, nous sommes forts. C'est pourquoi tout le monde est aujourd'hui membre d'une association."*

Les noms que ces associations se donnent sont entre autre là pour s'encourager réciproquement. Une partie des paysans semble croire que le nom du groupe leur confère dans la vie quotidienne beaucoup de pouvoir et de force. C'est pourquoi les noms que ces associations se donnent servent entre autres à donner du courage aux membres. Mais les paysans se réunissent dans des groupes non seulement parce qu'ils croient être forts en étant unis, mais aussi - comme ils disent - *"ils veulent profiter du nom du groupe"*<sup>25</sup>. Là derrière se cache une pensée magique puisqu'il existe d'après eux, un rapport intrinsèque entre les images de la langue et la réalité extérieure. Mais en général, le nombre des groupes traditionnels reste stable, à la seule exception de Mubumbu.

On rapporte par contre de tous les villages que le nombre des membres des groupes de base augmente et qu'en partie de nouveaux groupes de base se forment. Il est symptomatique à cet égard qu'ils se consacrent en première ligne à des questions concernant la production agricole et le régime sanitaire. Ainsi le nombre des membres des groupes de contact qui sont suivis par les vulgarisateurs augmente également. Une grande partie des groupes de base tient toujours une caisse commune dans laquelle on cõtise en versant de l'argent liquide, en apportant des produits agricoles ou en faisant du travail bénévole.

*"Généralement, il s'agit des travaux payés dont la rémunération est versé sur le compte du groupe. On dit par exemple qu'on va travailler 1 à 2 jours sur un champ et le gain est ensuite transféré à la caisse commune. On peut également verser de l'argent comptant ou amener des articles, tel que du savon d'Assodekin. Le savon peut*

---

<sup>25</sup> par exemple: *Tuwe pamoja njara yondoke* - traduit verbalement: Luttons contre la faim! en traduction sémantique: Nous chassons la faim!

*alors être commercialisé, soit que quelqu'un d'autre du groupe l'achète, soit que le savon est vendu sur le marché. Ceux qui n'ont pas l'occasion d'effectuer un travail rémunéré pour le groupe peuvent verser de l'argent comptant à la caisse communale."*

Dans l'ensemble, la situation de crise a renforcé les structures d'autopromotion dans les villages, une évolution dans laquelle les groupements traditionnels ne jouent qu'un rôle secondaire. La plus grande affluence ont les organisations dans le milieu de l'église de même que celles qui contribuent à l'amélioration de l'état d'approvisionnement. Il est frappant à cet égard que les groupes, selon leurs moyens financiers disponibles, s'engagent à couvrir les besoins élémentaires (production agricole et santé) et la protection sociale de leurs membres.

### **2.3.4 Perspectives d'avenir**

Sous les troubles de la guerre, la vie collective a reçu une autre dimension. Les villageois vont en général plus souvent et plus régulièrement à l'église et l'importance des manifestations sportives, des fêtes et des groupes de jeunesse a diminué non seulement à cause des problèmes de sécurité décrits ci-dessus:

*"Les activités sportives des jeunes régressent. Les jeunes ne peuvent plus quitter leur village pour jouer dans un village voisin. Ils ont peur que des difficultés pourraient de nouveau surgir et qu'ils ne seront pas à la maison à ce moment. Il n'y a presque plus de fêtes à cause de la crise."*

*"Les jeunes ne trouvent plus de plaisir au jeu. Et si un joueur est blessé au football il ne peut presque plus se soigner, parce qu'il ne peut pas s'acheter les médicaments nécessaires. C'est la raison pour laquelle nous avons cessé d'y jouer."*

Question: *"Est-ce que de nouveaux groupes de prière se sont formés depuis 1994? Si oui, combien?"*

*"En 1994, on pouvait encore espérer. En 1994, nous comptions voir des temps meilleurs. Actuellement, nous souhaitons que ce temps d'espoir puisse revenir. Actuellement, nous avons la nostalgie des temps sous Mobutu - c'est nouveau."*

*"Chez nous au village, environ 8 nouveaux groupes de prière se sont formés depuis août 98, pour le moment, il y a au total 14 groupes de prière."*

*"Il y a beaucoup plus de groupes de prière. On ne peut pas avancer un chiffre exact. Il y en a beaucoup. Par exemple le "Groupe Charismatique" des catholiques, le groupe "Full Gospel", l'église "Kimbanguiste", il y a les "Témoins de Jehova" etc.*

Apparemment, tous les espoirs des villageois visent un avenir incertain et lointain et l'occupation quotidienne avec la misère et la mort approfondit la foi dans le destin. Dans la prière quotidienne, une perspective d'avenir dépassant la survie quotidienne est visée. Ainsi, seulement une minorité répond à la question, quand cette crise va se terminer, en indiquant un laps de temps déterminé. La majorité des interrogés est de l'avis que Dieu seul le sait.

*"Déjà le matin à quatre heures, à la première prière du matin, beaucoup, beaucoup de gens se réunissent chez moi à l'église. Les paysans, eux aussi, ont maintenant compris que Dieu leur a infligé une lourde épreuve et nous prions en commun que*

*l'apocalypse se termine et qu'il y ait de nouveau de la place pour l'estime mutuel et le respect d'autrui. Ceci est la base pour que la crise puisse se terminer un jour."*

### **3 Conclusion**

#### **3.1 Les crises ne peuvent pas être additionnées**

L'analyse concernant la situation des conditions de vie sous le signe de la crise montre avant tout une chose, à savoir que dans les régions rurales, les crises, s'accumulant et s'imbriquant les unes dans les autres, ne se laissent pas simplement additionner. Dans cette mesure, le contenu d'information du rapport politique laisse également une impression partagée et la question paraît justifiée jusqu'à quel point il peut être utile d'en prendre connaissance pour décider de la continuation d'un projet. Car l'histoire politique est composée non seulement de différentes ruptures macro-sociétales qui chaque fois bouleversent à nouveau la vie quotidienne, mais également de différentes réactions locales, régionales et sociales (à tous les niveaux) pour manier la menace. Des crises, surtout si elles durent longtemps et évoluent trait par trait, permettent de développer de nouvelles stratégies cognitives qui se réfèrent à de telles conditions de vie. Crise et guerre font partie de la vie quotidienne et mènent à un propre événement so-cial, et, dans un certain sens, également à une nouvelle compréhension de ce qui est normal. Celle-ci ne peut pas uniquement être mesurée et jugée par rapport à la somme des faits nouveaux et aux déviations de ce que nous en tant que coopérants considérons comme "normal", mais il faut, chaque fois à nouveau, poser des questions et faire des déductions.

Ainsi, la déconfiture des structures étatiques que l'on pouvait observer depuis longtemps n'a pas seulement mené à une désorganisation politique, économique et sociale des relations sociales, mais en première ligne, et depuis longtemps, à une adaptation du projet au problème de la délégitimation étatique dans les domaines planification, structures de consultation et contenus de consultation. En pratique, cela signifie que, depuis 1991, la réalisation des divers champs d'activité a été déléguée de plus en plus aux ONG et aux initiatives villageoises/locales de développement (ILD)<sup>26</sup> afin d'assurer la réalisation du projet, sous des conditions difficiles, ce qui est de première nécessité. En seconde ligne cette déconfiture faisait que l'économie monétaire s'imposait de moins en moins dans les régions rurales - ne serait-ce que pour le degré d'inflation de près de 1000% par année - et que les paysans maintenaient leurs méthodes précoloniales d'exploitation agricole (économie de subsistance dans des exploitations à surface minime). Ceci s'avère maintenant être un avantage, dans une période, où la région subit en plus différents coups de main militaires. Mais leur scepticisme sera probablement renforcé concernant l'intégration dans une économie de marché. Et le Projet Kabare a créé une condition de base qui a permis d'éviter, malgré l'accumulation des crises, une rupture des solidarités locales qui se sont constituées au-delà des liens familiaux. Car le projet a essayé depuis des années, par son idée de consultation, à l'aide de groupes de base, de développer au niveau du village une structure de société civile orientée vers le développement. Car la solidarité des groupes qui a été observée est une condition essentielle pour la continuation des programmes de développement, qui ont comme but de former l'espace public. En plus, les groupes forment actuellement un récipient social, qui atténue et absorbe une partie des problèmes, qui sont liés au retour des travailleurs migrants et des

---

<sup>26</sup> ILD = Initiatives Locales de Développement

jeunes. Ainsi, dans les régions rurales, les conflits de droit civil peuvent au moins être réglés en très grande partie. En outre, l'augmentation de la main-d'oeuvre (surtout masculin) peut être mise au profit du projet pour attaquer avec nouvel élan la réalisation de tâches agricoles complexes qui demandent beaucoup de temps (construction de tranchées contre l'érosion, construction de pistes, étude d'exploitation agricole et autres). Et ainsi, on créera un meilleur fondement de l'économie agricole.

Même la motivation de développer l'autopromotion - contrairement aux craintes assez répandues - n'a pas été empiétée, mais a plutôt pris de l'importance. Toutefois, il convient ici de souligner, que ce n'est pas le plaisir ou la meilleure compréhension, mais la peur d'assurer la survie qui est au fond de cette motivation, ce qui fait évidemment une différence. Malheureusement, on ne peut pas conclure que sous des conditions de vie plus difficiles, le projet aura la possibilité de lier à long terme la main-d'oeuvre qui a augmenté actuellement. Il faudrait donc s'engager et proposer des programmes spécifiques, qui visent l'utilisation de ce potentiel de main-d'oeuvre. La situation est similaire quand on essaie d'évaluer le rapprochement local observé. C'est un phénomène qui ne s'est pas produit en toute liberté, mais suite à la misère et comme réponse à la situation d'occupation. Il est vrai aussi que les agressions réciproques continuent et sont selon les mots d'un paysan "seulement mis au frigo". Cette image a un double sens parce qu'elle nous rappelle aussi que des denrées alimentaires conservées au frigo y sont mieux conservées. Ce serait donc une erreur de croire que les conditions macro-sociétales actuelles qui poussent les paysans pour ainsi dire dans les bras du projet, "favorise" le projet, même si cela pourrait avoir l'air. Mais la guerre, ensemble avec ses signes précurseurs de crises a également comme conséquence qu'elle soustrait au présent l'avenir et que les paysans souhaitent ardemment que le temps des espoirs réels et justifiés revienne. Et un projet, qui peut travailler avec de tels espoirs a une autre tonalité et une autre perspective à long terme, qu'un projet qui se tient en cours par le simple instinct de survie. Une des questions principales est de savoir si le projet réussira à ressusciter ces espoirs. Cela présume un potentiel innovateur qui n'est - selon le rapport concernant le déroulement du projet<sup>27</sup> - plus accessible à cause des problèmes d'organisation qui dominent actuellement, mais qui devraient être utilisés à l'avenir.

---

<sup>27</sup> Cette tendance est due au fait que les collaborateurs du projet et des structures de partenaires sont essentiellement occupés par le maintien du fonctionnement quotidien. En plus, à cause du système de téléguidage et de la réduction du budget de la GTZ, seulement de petites innovations ont été introduites dans le travail du projet. Cela concerne surtout le développement de nouveaux sujets de consultation [étude de l'exploitation agricole, continuation de la consultation OE des partenaires ONG et le développement d'un système de monitoring adapté au projet et aux ONG partenaires (Rapport PVK - 1999:34)].

### 3.2 Tableau récapitulatif des résultats relatifs au contexte

Question	Observation 1	Observation 2	Observation 3	Conclusions
Évaluation de la position politique de l'élite urbaine et des ONG?	l'élite urbaine a une tendance de se politiser	jugement ambivalent de la "Société Civile" et du CRONGD	compétence technique des ONG reconnue, compétence politique mise en doute	coopération technique avec des ONG reste possible à l'avenir
Est-ce que l'on instrumentalise les groupes-cible politiquement?	dé légitimation de l'autorité politique et administrative	séparation en hiérarchies localement développées et en hiérarchies imposées de l'extérieur	"Nous tous, nous souffrons sous la situation actuelle!" Signe d'un nouveau sentiment: "nous=le groupe"	Rapprochement local, solidarité croissante au sein des groupes; danger d'éthnicité. >prévention de crises?
Conséquences générales de la guerre en ville ?	liberté d'opinion et de réunion restreinte	pillages divers, diminution massive du pouvoir d'achat	problèmes d'approvisionnement aliment. et du régime sanitaire (également à la campagne)	violence en tant que nouvelle dimension dans la vie quotid.; la peur est un sentiment existentiel
Conséquences générales de la guerre à la campagne ?	par endroits liberté d'opinion et de réunion restreinte	des dommages de guerre divers, des pillages, perte du bétail	interruption des routes de commerce; problèmes de commercialisation des marchandises	l'économie de subsistance comme chance de survivre
Conséquences de la guerre, variables selon les endroits?	moratoire >Ishungu	trop de soldats au village >Bushumba	des attaques venant de la forêt >Mubumbu	régions en bordure du parc en danger
Maniement des conflits?	les agressions canalisées vers l'extérieur; des conflits internes sont conservés au "frigo"	des conflits internes au village se règlent par médiation; la réduction de la consommation de boissons alcooliques réduit la probabilité d'une escalation	problèmes de contrôle des agressions graves; impuissance de se défendre contre des actes de violence, problèmes avec des bandes armées	maniement de la médiation locale par "Justice et Paix"; tendance d'étouffer des conflits sérieux, tendance à renforcer des autorités traditionnelles

Question	Observation 1	Observation 2	Observation 3	Conclusions
Mouvement de migration et des expulsés internes?	fuite des villageois à l'arrivée des militaires	accueil des expulsés internes (2-3 Pers/par ménage)	retour des travailleurs migrants et exode urbaine (hommes/jeunes)	le potentiel de main-d'oeuvre augmente; Composition du groupe-cible?
Situation des ménages et des exploitations agricoles ?	encore un (1) seul repas par jour; nourriture mal équilibré; priorité pour bananes	le nombres de consommateurs par ménage augmente; les restes du bétail crèvent	le trop peu de diversité réduit entre autre la valeur d'échange des produits agricoles	la base alimentaire est en danger; les exploitations agricoles sans fonds de capital
Les capacités d'autopromotion?	Les hommes s'intéressent plus fortement aux groupes de base	Les nombres des membres des groupes de base augmentent; en règle générale le nombre des groupes trad. n'augmente pas	l'intérêt pour les questions de santé augmente; la médecine trad. est renforcée	des capacités d'autopromotion pour l'agriculture et la santé sont disponibles
Offre de consultation?	Tendance d'une orientation vers des mesures pour améliorer le rendement agricole	pas de priorité pour des mesures demandant des frais d'investissement élevés et	comportant des risques de perte (élevage de bétail; tranchées de protection contre l'érosion)	priorité pour satisfaire les besoins existentiels



**Partie II Est-ce que l'offre des services de consultation  
est utilisée?**

Par la suite, la perspective du contexte global sera remplacée par la perspective du projet et en complément à l'étude du contexte global, le degré d'usage que l'on fait actuellement des services de consultation offerts est examiné. À cet effet, la valeur locale des lignes de produits offerts jusqu'à présent est vérifiée. Au centre se trouvent les travaux effectivement réalisés, les attentes possibles ainsi que, le cas échéant, les demandes de soutien existantes. Un intérêt spécial a été en outre porté sur les succès et les difficultés dans la réalisation concrète et finalement, les chances de réalisation pour de nouveaux sujets dans le cadre du profil de réalisation existant ont été évaluées.

S'il s'agit de définir la valeur des services de consultation pour une localité, il en résulte que le consensus au sein d'un village se relâche quelque peu, ce qui est probablement dû aux différents objectifs des groupes de base, à la concurrence qui existe entre les vulgarisateurs et à l'exclusion de l'hierarchie traditionnelle par le projet. Malheureusement, je n'ai pas la possibilité d'examiner systématiquement la valeur locale des offres de consultation spécifiques dans l'optique d'un public plus restreint. Les propos de personnes représentant l'opinion publique manquent à ce niveau partiellement, parce que les interrogateurs - apparemment à cause d'un malentendu - n'ont pas interrogé ces personnes sur l'activité des groupes de base. Si le sujet a été abordé, c'est seulement de façon non-systématique et ne concernent que des points spécifiques<sup>28</sup>. Les énoncés faits par les vulgarisateurs sont en plus partiellement mis en doute par les interrogateurs et/ou les personnes représentant l'opinion publique ce qui réduit leur intérêt et indique en même temps un problème d'intégration locale. Là où deux structures sont actives, ce phénomène s'avère spécialement virulent. Comme je n'ai pas de vue globale concernant la dynamique interne dans les villages, uniquement les énoncés incontestés ont été pris en considération. Par village, 3 groupes de base ont été interrogés, chacun au sujet de 18 différents objectifs<sup>29</sup>. Il s'agissait surtout de contrôler dans quels secteurs des activités ont déjà été réalisées, quelles étaient les activités à caractère prioritaire dans un avenir proche et dans quels secteurs une aide serait souhaitable. Ainsi, il est possible de démontrer quel est effectivement le degré de l'acceptation locale de la consultation offerte jusqu'à présent. L'impression, formulée déjà plus haut, que les services offerts par le Projet Kabare ne sont pas influencés par le nouveau développement politique puisqu'ils sont orientés à l'économie de subsistance sera confirmée ci-après.

Sous le titre "perspectives des clients", les prises de position des groupes de base seront présentées par localité sous forme de tableau. Les résultats présentés s'orientent au guide principal d'entretien. En partie, les informations données sont complétées par des impressions supplémentaires faites par les interrogateurs.

---

<sup>28</sup> À cause du laps de temps de recherche extrêmement limité, un test préalable n'a pas eu lieu.

<sup>29</sup> Par erreur, les activités dans le domaine des *foyers améliorés* n'ont pas été interrogés.

# 1 La perspective des clients de Bushumba

Au total, il y a à Bushumba, mis à part les nombreux groupes de prière, 13 différents groupes de base<sup>30</sup> qui sont actifs dans les domaines agriculture, élevage, apiculture, pêche, savonnerie, vannerie, construction des pistes et alphabétisation. Les énoncés d'un groupe de la vulgarisation agricole, d'un groupe d'élevage et d'un groupe d'alphabétisation ont été pris en considération.

Questions: *"Quelles activités du Projet Kabare/des ONG les groupes poursuivent-ils effectivement dans votre village actuellement?"*

*"Quelles sont les activités qui sont actuellement prioritaires?"*

*"À votre avis, quelles activités estimez-vous sont importantes à l'avenir?"*

## 1.1 Profil des ILD "Elevage", "Vulgarisation Agricole" et "Alphabétisation"

sujet	ILD	ILD	ILD	ILD	ILD	ILD	ILD	ILD	
	Elevage	Vulgar. Agricole	Alphabét.	Elevage	Vulgar. Agricole	Alphab.	Elevage	Vulgar. Agricole	Alphab.
	executé	executé	executé	priorité	priorité	priorité	préfééré	préfééré	préfééré
agroforesterie		x		x	x		x	x	x
lutte anti-érosive	x	x		x	x		x	x	x
compostière	x	x		x	x		x	x	x
haricots volubiles		x			x			x	x
culture maraichère		x			x			x	x
semence sélectionnée	x	x		x	x	x	x	x	x
arbre fruitier							x	x	x
intégration d'élevage		x		x	x	x	x	x	x
production de semence				x	x	x	x	x	
approche colline								x	x
aforéstation villageoise		x		x	x		x	x	x
alphabétisation		x	x		x	x	x	x	x
adduction d'eau				x	x	x	x	x	
cistèrne						x		x	
captage de source	x	x		x	x		x	x	x
appui au centre de santé				x	x	x	x	x	

<sup>30</sup> Les noms des groupes sont: *Cubaka, Bozi, Rhugendekere, Majambere, Tungane, Bun-vikane 1 et 2, Mulangane, Maendeleo, Twendelehe, Mama Bweramata, Makwanane et ACEM/ Mukanda.*

appui aux activités			x			x		
génératrices de revenus (lesquelles?)								
construction de pistes	x		x	x		x	x	x
autres:							Courant	Courant
							électrique,	électriqu
							agrand. du e	
							dispensaire	
							,	construc-
							constructio	tion
							n des	d'écoles
							écoles	

## 1.2 Les expériences locales dans la mise en pratique des offres de consultation

succès	potentialités
<p><b>Lutte Anti-Erosive</b> Beaucoup de personnes travaillent aux planches élevées et les planches élevées augmentent la productivité et facilitent la construction des pistes. Il y a plus de nourriture pour le bétail.</p> <p><b>Approche Colline</b> pas encore appliqué, donc pas d'énoncés.</p> <p><b>Alphabétisation</b> apprentissage de la langue écrite.</p> <p><b>Captage de source</b> Ils existent trois prises d'eau de source. Il y a assez d'eau à emporter. Les "maladies hydriques" régressent</p> <p><b>Piste</b> Quand le projet était encore sur place et s'occupait des pistes, le travail n'était pas très fatiguant. On recevait vite de la visite et avait facilement accès à l'hôpital.</p>	<p><b>Lutte Anti-Erosive</b> oublié</p> <p><b>Approche Colline</b> la planification de l'exploitation agricole pourrait favoriser l'harmonisation des différentes méthodes et par là, considérablement augmenter une amélioration de la lutte Anti-Erosive.</p>

échecs	entraves
<p><b>Lutte Anti-Erosive</b> Le travail demande beaucoup d'effort. On ne veut pas cultiver des haricots sur les planches élevées, parce qu'il faut planter chaque semence séparément. C'est beaucoup trop pénible.</p> <p><b>Piste</b> Le projet n'y est plus et nous devons faire tout nous-mêmes. Maintenant, le travail est très dur et si nous ne travaillons pas pour maintenir en état la piste, nous avons des difficultés avec le Chef. En outre, il faut beaucoup de matériel.</p>	<p><b>Lutte Anti-Erosive</b> Manque d'outils</p> <p><b>Approche Colline</b> La plupart des propriétaires de terrain ne sont pas membre du groupe. En outre, il y a des problèmes des prêts de terrains et du "Bwasa".</p> <p><b>Alphabétisation</b> Manque de matériel Manque de motivation des alphabétiseurs Manque de bâtiments scolaires parce qu'ils ont été tous brûlés. Beaucoup d'alphabétiseurs sont seulement capables d'enseigner au niveau des deux premières classes, leur formation ne va pas plus loin<sup>31</sup>.</p> <p><b>Captage de source</b> Les puits d'eau sont beaucoup trop éloignés. Il faut faire des distances énormes. Tous les deux ans, il y a quelque part un trou dans la conduite, il y a des pertes d'eau et il faut réparer.</p>

### 1.3 Les désirs concernant les objectifs de consultation souhaités

Question: "Quelle est votre appréciation du potentiel local et des entraves locales concernant les objectifs de consultation demandés?"

<sup>31</sup> La documentation didactique mise à disposition par le projet est seulement approprié à l'introduction de l'alphabétisation. Dans le rapport PVK, il est recommandé pour cette raison de fournir une assistance supplémentaire.

<p><b>potentialités</b></p> <p><b>Écoles</b> Les terrains sont disponibles. Il existe déjà une baraque détruite.</p> <p><b>Électrification</b> À Nyamunyunye, il y a déjà un transformateur.</p> <p><b>Adduction d'eau</b> L'eau est déjà à Kashusha, c-à-d. à une distance de 2,5 km</p> <p><b>Dispensaire</b> Il y a déjà deux bâtiments, l'un pour les malades et l'autre pour les infirmières.</p> <p><b>Moulin</b> Le courant électrique est disponible à Nyamunyunye.</p>
<p><b>entraves</b></p> <p><b>Écoles</b> Manque d'argent liquide.</p> <p><b>Électrification</b> Manque d'argent liquide pour acheter des câbles</p> <p><b>Adduction d'eau</b> Manque d'argent pour acheter des tuyaux. Il n'y a pas de technicien au village.</p> <p><b>Dispensaire</b> L'argent liquide pour réaliser le projet fait défaut.</p> <p><b>Moulin</b> Le groupe n'a pas d'argent. Et il n'y a personne au village qui serait capable de payer le moulin.</p>

L'interrogateur a en outre spécialement mentionne que la population de Bushumba souffre actuellement d'une pénurie d'eau aigue.

*Dehors, dans les champs au fond de la vallée, il y a quelques prises de sources d'eau qui sont à présent en réparation. Mais ces prises de sources sont très éloignées du village et maintenant que les militaires utilisent des champs pour se cacher devant les Mayi-Mayi envahisseurs, il n'y a presque personne qui ose y aller. De plus, à Bushumba, c'est à présent très sec. Au village, il n'y a pratiquement plus une goutte d'eau et il faut se nettoyer les mains avec de la terre! C'est vraiment très difficile.*

## 2 La perspective des clients d'Ishungu

À Ishungu, il y a à côté de nombreux groupes de prière au total 10 groupes de base<sup>32</sup>, qui sont actifs dans les domaines lutte anti-érosive, culture des champs de la vallée (assèchement des marécages), culture maraîchère, fabrications de tuiles, élevage d'animaux, mise en application de la semence sélectionnée et des foyers améliorés, médecine traditionnelle (approvisionnement en herbes médicinales et consultation en médication indigène) et dans la petite épargne. Comme Ishungu est située dans la zone sud où le Projet Kabare n'est guère actif - seule la ONG ADI-Kivu a travaillé dans la zone sud - et les groupes de base susmentionnés n'ont été fondés que récemment<sup>33</sup>, un seul groupe d'orientation agricole ("ILD<sup>34</sup> vulgarisation agricole") peut donner son avis concernant l'offre de consultation du Projet Kabare<sup>35</sup>.

---

<sup>32</sup> Les noms des groupes sont: *Rhugangane, Alphabétisation, Ndianfuka, Rhububanye, Yunnikani-Bazire, Cosaka, Afi, Bunguke, Briquetterie et Rhulibanga*

<sup>33</sup> entre 1995 et 1998

<sup>34</sup> ILD = Initiative Locale de Développement

<sup>35</sup> Les deux autres groupes répondent par la négative concernant la collaboration avec le projet, mais désireraient une telle expressément.

## 2.1 Profil<sup>36</sup> de l'ILD "Vulgarisation Agricole"

sujet	executé	priorité	préféré
agroforesterie	x	x	x
lutte anti-érosive	x	x	x
compostière	x	x	x
haricots volubiles		x	x
culture maraichère	x	x	x
semence sélectionnée	x	x	x
arbre fruitier		x	x
intégration d'élevage	x	x	x
production de semence		x	x
approche colline		x	x
aforéstation villageoise		x	x
alphabétisation	x	x	x
adduction d'eau		x	x
cistèrne		x	x
captage de source		x	x
appui au centre de santé		x	x
appui aux activités génératrices de revenus (lesquelles?)	x	x	x
construction de pistes		x	x
autres:			

## 2.2 Les expériences locales au cours de la réalisation des services de consultation

<sup>36</sup> L'élaboration du profil est basée sur les questions directrices mentionnées ci-dessous:

- *Quelles activités du Projet Kabare/des ONG les groupes poursuivent-ils effectivement dans votre village actuellement?*
- *Quelles sont les activités qui sont actuellement prioritaires?*
- *À votre avis, quelles activités estimez-vous sont importantes à l'avenir?*



succès	potentialités
<p><b>Lutte Anti-Erosive</b> Le rendement des champs, conçus de cette façon, est nettement meilleur qu'ailleurs.</p> <p><b>Agroforésterie</b> Presque tous les paysans ont appliqué cette technique et les premiers succès se montrent</p> <p><b>Alphabétisation</b> Nous apprenons avec zèle, nous avons appris à écrire et sommes capables de lire facilement des textes simples</p> <p><b>Élevage</b> Nous nous sommes approvisionnés de médicaments qui ont préservé nos vaches de la mort</p>	<p><b>Lutte Anti-Erosive</b> La grande majorité chez nous est très motivée</p> <p><b>Agroforésterie</b> Chez nous, le besoin en bois est énorme. Tous voudraient en avoir.</p> <p><b>Alphabétisation</b> La présence permanente des alphabétiseurs est une motivation pour nous de faire quelque chose.</p> <p><b>Élevage</b> L'élevage des chèvres serait très important pour nous.</p>
échecs	entraves
<p><b>Lutte Anti-Erosive</b> Malheureusement, pas tous les paysans sont convaincus des avantages. Il faut du personnel pour les persuader, autrement leur manque de compréhension continue à endommager nos champs.</p> <p><b>Agroforésterie</b> aucun</p> <p><b>Alphabétisation</b> Les alphabétiseurs ne sont pas motivés. Jusqu'à présent, le PK ne s'est pas engagé chez nous. Du matériel didactique, des cahiers et des ardoises font défaut.</p> <p><b>Élevage</b> La production laitière est insuffisante. Apparemment, la race de bétail n'est pas adaptée et nous espérons toujours, que l'on nous donnera des races adaptées au lieu de toujours seulement en parler.</p>	<p><b>Lutte Anti-Erosive</b> Le manque de compréhension de quelques-uns de nos voisins</p> <p><b>Agroforésterie</b> Une longue période d'animation est nécessaire avant que les succès apparaissent.</p> <p><b>Alphabétisation</b> Les alphabétiseurs ne sont pas rémunérés pour leur travail.</p> <p><b>Élevage</b> Il y a trop peu de pâturages parce que la Pharmakina réclame beaucoup trop d'espace pour elle-même. À notre avis, cela n'est pas admissible si elle ne donne même plus de travail aux gens.</p>

### 2.3 Les désirs concernant les objectifs de consultations souhaités

Question: "Quelle est votre appréciation du potentiel local et des entraves locales concernant les objectifs de consultation demandés?"

<b>potentialités</b>
<p><b>Alphabétisation</b> <i>On se rend largement compte de la nécessité. En outre, il existe déjà une structure et nous sommes sans autre à disposition.</i></p>
<p><b>Adduction d'eau</b> <i>Il y a une source. Le désir est répandu d'une façon générale et est considéré comme prioritaire.</i></p>
<p><b>Foyer amélioré</b> <i>Nous disposons du matériel de base (bois/glaise). Les femmes sont très motivées.</i></p>
<p><b>Activité génératrice de revenus</b> <i>Les personnes dignes de confiance n'ont encore jamais refusé de rembourser leurs crédits.</i></p>
<p><b>Régime sanitaire</b> <i>Connaissances des symptômes, des maladies et le traitement avec des herbes médicinales traditionnelles.</i></p>
<b>entraves</b>
<p><b>Alphabétisation</b> <i>Manque de personnel enseignant et de matériel scolaire. Formation insuffisante du personnel enseignant.</i></p>
<p><b>Adduction d'eau</b> <i>Manque de matériel. Les connaissances techniques pour réaliser des prises d'eau font défaut.</i></p>
<p><b>Foyer amélioré</b> <i>Manque d'instructions pour la construction des fours.</i></p>
<p><b>Activité génératrice de revenus</b> <i>Nos efforts précédents pourraient être améliorés à l'aide d'un conseiller.</i></p>
<p><b>Régime sanitaire</b> <i>Des médicaments font défaut car il n'est pas possible de soigner toutes les malades avec des médicaments traditionnels.</i></p>

### 3 La perspective des clients de Mubumbu

À Mubumbu, il y a à présent 16 groupes de base<sup>37</sup> mis à part de nombreux groupes de prière. Ils s'occupent de la lutte anti-érosive, de l'aménagement du compost, de la semance des haricots, de l'approche colline (échec!), du reboisement (échec!), de l'aménagement des sources d'eau, du maintien des conduites d'eau, de l'approvisionnement d'eau et autres. À cela s'ajoutent les danseurs traditionnels Intole, qui sont de nouveau en marche-avant à Mubumbu<sup>38</sup> comme l'est d'ailleurs également le culte traditionnel Mulugano. À Mubumbu, 2 groupes de base ont été interrogés, à savoir une ILD "vulgarisation agricole" et une ILD "Comité de l'eau".

Concernant la situation de consultation, l'interrogatrice a ajouté qu'il y a au village un recouvrement des champs d'action de deux structures (GTER et CAB). Toutes les deux collaborent avec le projet Kabare, mais elles sont en concurrence l'une avec l'autre et diminuent par là les chances de réussite du service de consultation. En outre, elle se montre peu enthousiaste des objectifs réalisées jusqu'à présent.

*"Au sujet des réalisations, j'ai vu que les projets qui ont été pris en main par le conseiller GTER sont plus utiles. Le CAB est uniquement actif sur place pour les captages de sources. Ils ont capté 5 sources dont 3 sont à présent endommagés. Ceci est dû au fait que les "gens de la forêt", c'est-à-dire les réfugiés Hutu, envahissent le village presque quotidiennement. Chaque fois, les paysans doivent s'enfuir et ceux qui se trouvent juste en route avec leur bétail, le chassent d'une manière désordonnée à travers les prés et les champs. À cette occasion il peut bien arriver qu'un captage de source soit endommagé. (...) En plus, j'ai observé que les paysans ont fait un peu de reboisement. On a également donné aux paysans une très petite portion de semences adaptées, à peu près 0,01 mg et cela ne sert naturellement à pas grand-chose. En outre les paysans ne savaient plus quand ils avaient reçu de la semence adaptée et quand cela leur faisait défaut. Malgré cela, ils sont quand-même très contents des haricots volubiles. Ils sont très étonnés qu'une telle petite quantité peut produire 12 kilos d'haricots volubiles. (...) Mais dans d'autres domaines, il n'y a pas grand-chose qui a été faite. Le reboisement avance à peine. Il semble aussi qu'ils aient reçu quelques semences de chou, mais cela n'a pas bien réussi et ils l'ont de nouveau abandonné. Une remarque a été faite concernant le travail communautaire qui avaient dû être effectué sur l'ensemble d'une colline ("approche colline"). Il y avait quelques paysans qui étaient sceptiques et ne voulaient pas mettre leur terrain à disposition pour le labourer en groupe. Le premier essai a aussi échoué parce qu'il pleuvait trop et de grands dommages d'érosion se sont produits. Entretemps on voit par-ci et par-là quelques essais pour faire quelque chose contre l'érosion, par-ci un*

---

<sup>37</sup> Les noms sont: Maskilisani, Ngamba -Kuguma, Comité d' eau, Rhuheke Kugama (groupe des femmes), Ciguhi (groupe de femmes), Groupe communautaire catholique des filles, Groupe communautaire catholique des hommes, Cirhehe, Maendeleo, Marhyazo, Nyambembe, Nyabwishengera, Birimuli, Mubumbu II, Maman Bulezi, Danseurs INTOLE

<sup>38</sup>Oui, le nombre de personnes, surtout de femmes, qui se vouent au culte Mulugano augmente. Comme il s'agit d'une croyance, l'église catholique s'y oppose. Elle prétexte que le culte Mulugano trouble l'harmonie sociale et comme l'église catholique est une autorité importante, elle peut se répandre en lamentations fortes. Mais elle n'ose pas agir contre les danseurs INTOLE auxquels on fait de nouveau et plus souvent appel pour assister aux mariages

*peu de reboisement, par-là un peu de terrassement - mais l' "approche colline" a de nouveau été abandonnée - entre autres parce que les paysans n'ont pas assez d'outils et sans outils le travail est beaucoup trop pénible. (...)"*

### 3.1 Profil<sup>39</sup> des ILD "Vulgarisation Agricole" et "Eau Potable"

sujet	ILD Eau Potable exécuté	ILD Vulgaris. Agricole exécuté	ILD Eau Potable priorité	ILD Vulgaris. Agricole priorité	ILD Eau Potable préfééré	ILD Vulgaris. Agricole préfééré
agroforesterie	x	x	x	x	x	x
lutte anti-érosive	x	x	x	x	x	
compostière	x	x	x	x	x	x
haricots volubiles	x	x	x	x	x	x
culture maraichère			x	x	x	x
semence sélectionnée			x	x	x	x
arbre fruitier				x		x
intégration d'élevage	x	x	x	x	x	x
production de semence			x	x	x	x
approche colline		x	non	non	non	
aforéstation villageoise		x	x		x	
alphabétisation			x	x	x	x
adduction d'eau			x	x	x	x
cistèrne						
captage de source	x	x	x	x	x	
appui au centre de santé			x	x	x	x
appui aux activités génératrices de revenus (lesquelles?)			x	x	x	x
construction de pistes			x	x	x	x
autres:			x		douche publique	

### 3.2 Les expériences locales au cours de la réalisation des services de consultation

succès	potentialités
--------	---------------

<sup>39</sup> L'élaboration du profil est basée sur les questions directrices mentionnées ci-dessous:

- *Quelles activités du Projet Kabare/des ONG les groupes poursuivent-ils effectivement dans votre village actuellement?*
- *Quelles sont les activités qui sont actuellement prioritaires?*
- *À votre avis, quelles activités estimez-vous sont importantes à l'avenir?*

<p><b>haricots volubiles</b>  <i>La récolte était très bonne. 1 verre de semences d'haricots a donné 12 verres d'haricots - c'est une nouvelle expérience. Les haricots volubiles étaient un grand succès.</i></p> <p><b>L'eau</b>  <i>L'eau a été réunie avec le captage de source au lieu de la laisser se disperser n'importe où.</i></p> <p><b>Compostière</b>  <i>Le compost améliore la fertilité des champs. Les tas de compost sont bien visibles partout. Le thème a du succès.</i></p> <p><b>Lutte Anti-Érosive</b>  <i>L'érosion des champs a diminué et la fertilité des terres caillouteuses augmente.</i></p>	<p><b>L'eau</b>  <i>Ici il y a beaucoup de pierres et de sables pour conduire l'eau. Il y a beaucoup d'ouvriers sur place, il nous faut uniquement des techniciens.</i></p> <p><b>Compostière</b>  <i>Le matériel, la masse biologique nécessaire à sa production peut être produit par tous les membres de la famille et est toujours disponible.</i></p> <p><b>Lutte Anti-Érosive</b>  <i>Le travail est localement bien ancré et on s'aide mutuellement.</i></p>
<p><b>échecs</b></p>	<p><b>entraves</b></p>
<p><b>haricots volubiles</b>  <i>Insuffisance de tuteur</i></p> <p><b>approche colline</b>  <i>Du matériel pour cultiver les pentes et les haies faisait défaut. Un problème concernant la participation des personnes concernées existait.</i></p> <p><b>L'eau</b>  <i>Le captage de sources est trop éloigné des ménages. Ainsi, chercher de l'eau prend beaucoup trop de temps aux femmes. En comparant avec autrefois, il est facile de capter l'eau - mais c'est aussi tout.</i></p> <p><b>Compostière</b>  <i>Il est difficile de produire assez de compost pour couvrir le besoin de tous les champs</i></p> <p><b>Lutte Anti-Érosive</b>  <i>rien</i></p>	<p><b>haricots volubiles</b>  <i>Insuffisance de tuteur</i></p> <p><b>L'eau</b>  <i>Il est difficile de trouver des robinets d'entretien garanti. Parfois aussi la conduite est bouchée de boue.</i></p> <p><b>Compostière</b>  <i>le transport du compost est difficile. Ce dernier est lourd et demande beaucoup de force - surtout si les champs se trouvent loins les uns des autres.</i></p> <p><b>Lutte Anti-Érosive</b>  <i>Des outils manquent, nous avons besoin du trident et d'autres outils. Le travail demande beaucoup de temps et il faut être fort.</i></p> <p><b>Arbre</b>  <i>Les raisons pour lesquelles on plante des arbres ne sont pas encore assez connues.</i></p>

### 3.3 Premières expériences avec l' "approche colline"

<b>potentialités</b>
<p><i>Si les pentes ne sont pas trop raides, on réussit mieux avec cette approche, parce que la lutte contre l'érosion est facile à mener. Mais le travail dépend également du degré de mobilisation de la commune.</i></p> <p><i>Les champs et les terres sont mieux accessibles, il y a plus de pâturages pour le bétail et ce dernier dérange moins. Il est plus facile de reconnaître les différentes surfaces de mises en culture.</i></p> <p><i>Si tous les champs étaient conçus et cultivés de cette façon, on produirait mille fois plus. Le problème de la lutte anti-érosive est résolu d'un coup</i></p> <p><i>On peut reconnaître d'un seul coup toutes les méthodes de cultivation et comparer leurs succès parce que tout ressort clairement.</i></p>
<b>entraves</b>
<p><i>Si la colline tombe très à pic, les plate-bandes et les soutiens/haies sont emportés par l'érosion.</i></p> <p><i>Cette approche n'est pas bien intégrée dans notre commune. On a simplement choisi une colline sans parler avec nous. Pourtant l'approche colline demande un très haut degré de collaboration, de coopération et de collégialité</i></p> <p><i>Ceux qui ne sont pas membres des groupes de base ne contribuent rien au soutien de la colline</i></p>

### 3.4 Les désirs concernant les objectifs de consultation souhaités

<b>potentialités</b>
<p><i>La culture des tomates est déjà établie. Nous n'avons besoin que d'un petit soutien pour améliorer le rendement.</i></p> <p><i>Il y a déjà des efforts locaux d'alphabétisation, mais on n'est pas soutenu.</i></p> <p><i>La nourriture peut être préparée localement, l'artisanat local peut être encouragé; tous s'engagent pour une amélioration des pistes</i></p>
<b>entraves</b>
<p><i>La tomate est délicate et attrape des maladies</i></p> <p><i>Nous manquons de matériel didactique et n'avons pas suffisamment d'occasions pour la formation des alphabétiseurs. En ce moment, nous nous défendons tant bien que mal.</i></p> <p><i>Le matériel pour le maintien des pistes fait défaut - et pour les ponts!</i></p> <p><i>Il n'y a pas de produits vétérinaires</i></p>

## 4 La perspective des clients de Kadjucu

À côté de nombreux groupes de prière, 10<sup>40</sup> groupes de base sont actifs à Kadjucu. Ils s'occupent de la pêche, de l'agriculture, du maintien des routes, du reboisement, de l'élevage et de l'approvisionnement en aliments de base (petit commerce). Il est possible d'interpréter 3 interviews de groupes de base, à savoir deux ILD de la "vulgarisation agricole" et une ILD "Foyers Améliorés".

Selon l'information de l'interrogatrice, on ressent un très grand engagement dans l'agriculture. Elle trouve en outre frappant que les femmes ne sont de loin pas aussi actives que présumées. *"Seulement dans 2 sur 10 groupes, les femmes sont bien représentées."* Puis elle constate que

*"Il est vrai que les paysans n'achètent plus de lattes en bois pour construire, mais leurs espoirs, fixés sur l'agro-foresterie, commencent à se réaliser. Ils ont entretemps assez de bois pour faire les lattes eux-mêmes et les femmes également trouvent assez de bois pour préparer la nourriture;*

*La préparation du compost est très bien développée et les résultats sont convaincants.*

*Entretemps, il existe même le phénomène du vol de compost;*

*Les paysans ont en outre appris à faire des pépinières d'arbre;*

*Il y a une distribution d'eau, installée par le CAB, qui est entretenue régulièrement.*

*De plus, il y a plusieurs fontaines au village;*

*Il y a un petit cercle d'alphabétisation qui est bien actif et est soutenu par ADI-KIVU.*

*Mais il y a encore un manque de matériel approprié pour l'enseignement;*

*Il y a aussi un groupe qui fait des expériences avec la planification de l'utilisation des terrains (approche colline). La colline est en bordure du lac et les paysans ont manifesté quelque peine avec l'érosion, surtout parce que quelques-uns des paysans appliquaient une stratégie de culture quelque peu chaotique et devaient d'abord être convaincus des avantages d'une planification harmonisée de l'utilisation des terrains."*

*"Les articles d'importations les plus importants (tel que savon, sel, allumettes ou pétrole) achetés par les paysans au marché sont devenus très chers et presque introuvables. Le vulgarisateur du BDD, qui m'accompagnait, est bien accepté au village. Tous les groupes ont suivi son programme. Mais il y avait encore un autre vulgarisateur de GIAGRO, celui-là voulait faire un peu de contre-propagande, mais cela n'a pas pris. Le Projet Kabare est très bien accepté à Kadjucu et tout le monde souhaite qu'il continue."*

### 4.1 Profil<sup>41</sup> des ILD "Vulgarisation Agricole" I & II ainsi que de l'ILD "Foyers

<sup>40</sup> Les noms des groupes sont: "paysan sans terre" (pêche); mbusingo (agriculture); Rhuseze (agriculture et pistes); Rhubemuguma (reboisement et agriculture); Bashyamuka mukasa (agriculture et élevage); Rhuderhe (reboisement et agriculture); Rhuzuke (agriculture); mabendanu (agriculture) Assoziation cooperative des Transporteurs des Produits de première nécessité de Kabamba, Kadjucu (agriculture, Stockage cooperative, transport, foyers améliorés, la pêche)

<sup>41</sup> L'élaboration du profil est basée sur les questions directrices mentionnées ci-dessous:

- Quelles activités du Projet Kabare/des ONG les groupes poursuivent-ils

*améliorés”*

<b>sujet</b>	<b>ILD Vulg. Agri. I executé</b>	<b>ILD Vulg. Agri. II executé</b>	<b>ILD Foyers améliorés executé</b>	<b>ILD Vulg. Agri. I priorité</b>	<b>ILD Vulg. Agri. II priorité</b>	<b>ILD Foyers améliorés priorité</b>	<b>ILD Vulg. Agri. I préféré</b>	<b>ILD Vulg. Agri. II préféré</b>	<b>ILD Foyers amélior. préféré</b>
agroforesterie	x	x	x	x	x	x	x	x	x
lutte anti-érosive	x	x	x	x	x	x	x	x	x
compostière	x	x	x	x	x	x	x	x	x
haricots volubiles	x	x	x	x	x	x	x		x
culture maraichère	x					x			x
semence sélectionnée	x	x	x	x	x	x	x	x	x
arbre fruitier									x
intégration d'élevage	x	x		x	x	x	x	x	x
production de semence	x								x
approche colline									x
aforéstation villageoise									x
alphabétisation	x	x							
adduction d'eau			x						x
cistèrne			x						
captage de source									
appui au centre de santé									
appui aux activités génératrices de revenus (lesquelles?)									
construction de pistes	x	x			x			x	
autres:			Foyers améliorés			Foyers améliorés			Foyers améliorés

*effectivement dans votre village actuellement?*

- *Quelles sont les activités qui sont actuellement prioritaires?*

- *À votre avis, quelles activités estimez-vous sont importantes à l'avenir?*



## 4.2 Les expériences locales au cours de la réalisation des services de consultation

<b>succès</b>	<b>potentialités</b>
<p><b>Lutte Anti-Érosive</b> <i>les terres sont protégées.</i></p> <p><b>Agroforésterie</b> <i>Il y a du bois de chauffage.</i></p> <p><b>Compostière</b> <i>On peut produire le compost soi-même.</i></p> <p><b>Pépinière</b> <i>Ils profitent de l'introduction et peuvent planter des arbres eux-mêmes.</i></p> <p><b>Piste</b> <i>Les routes sont devenues praticables. Les voitures arrivent jusqu'à Kadjucu</i></p> <p><b>Haricots Volubiles</b> <i>Récoltes à haut rendement</i></p>	<p>pas d'indications</p>
<b>échecs</b>	<b>entraves</b>
<p><b>Lutte Anti-Érosive</b> <i>Après chaque pluie, il faut vider les fossés et parfois il y a des inondations.</i></p> <p><b>Agroforésterie</b> <i>Ils ont trop peu de sacs pour planter et les sacs en feuilles de bananes pourrissent trop vite.</i></p> <p><b>Compostière</b> <i>Il y a trop peu de compost parce que seul les épiluchures sont utilisées.</i></p>	<p><b>Lutte Anti-Érosive</b> <i>Matériel et outils font défaut de sorte qu'il n'est pas possible de bien exécuter les travaux. Comme espèce d'herbe, il n'y a que la Titonya.</i></p> <p><b>Agroforésterie</b> <i>Ils désirent plusieurs espèces d'arbres.</i></p> <p><b>Piste</b> <i>Le matériel pour construire des ponts et de la canalisation fait défaut.</i></p> <p><b>Haricots Volubiles</b> <i>Les rats s'installent pour manger.</i></p>

## 5 La perspective des clients de Kinjuba

À Kinjuba, il y a également beaucoup de groupes de base, toutefois il n'est pas possible d'apprendre, combien il y en a effectivement. Leur rayon d'action s'étend de l'élevage à l'agriculture jusqu'à l'aide de bon voisinage. En outre, il y a un groupe qui est responsable de l'électrification, un autre des questions de santé, un troisième des problèmes d'eau etc. Des entretiens ont eu lieu avec une ILD engagé dans l'élevage, avec un comité qui s'occupe de l'eau et avec une ILD, spécialisée dans la culture maraîchère.

Selon les informations de l'interrogateur, les paysans ont tout à fait intériorisé l'idée du Projet Kabare de s'organiser dans des groupes de base. Et parce que les gens ne font plus de commerce et les travailleurs migrant sont rentrés

*"tous se tiennent ferme à l'agriculture: Presque tous les habitants de la commune sont engagés dans un groupe de base. Tous les groupes ont une propre caisse, qui est alimentée avec des heures de travail mises à disposition par le groupe ou de petites*

*cotisation en produits du sol. Presque tous les habitants sont entretemps de l'avis que le fonctionnement du groupe ou la caisse du groupe sont la base pour leur survie économique. Il est vrai que l'on est de l'avis que l'aide de la part du Projet Kabare est encore insuffisante. On regrette qu'à Kinjuba le Projet Kabare n'offre qu'exclusivement de la vulgarisation agricole."*

On désire recevoir du soutien supplémentaire pour la construction de routes, pour l'approvisionnement rural en électricité et en eau ainsi que pour le régime sanitaire.

*"Les paysans sont à présent occupés par la construction de tout un réseau de pistes pour ne plus être aussi isolés. Ils voudraient améliorer leur accès aux marchés locaux et souhaitent l'aide du Projet Kabare pour la construction de ponts;*

*Ils désirent en outre une distribution d'eau. Ils trouvent que ce n'est pas juste, que l'eau avec laquelle Bukavu est approvisionnée est captée dans leur village, alors qu'eux-mêmes ils n'ont pas d'eau courante;*

*De plus, les paysans ont construit un dispensaire qui est en service depuis le 9 novembre 98. Comme le centre est construit avec du matériel local, ils souhaitent que le projet aide à construire un véritable bâtiment;*

*Pour maîtriser le problème du brigandage, les paysans ont branché le courant électrique d'une ligne de la SNEL et ont électrifié leur propre village. Depuis lors, le brigandage a effectivement diminué. La population souhaite que le projet les aide à légaliser l'approvisionnement en courant électrique."*

Le profil d'utilisateurs ci-après est de nouveau basé sur les mêmes questions directrices<sup>42</sup>.

### 5.1 Profil des ILD "Éleveurs-Vulgarisation Agricole", (E.V. Agri.) "Eau Potable" et "Dieu Merci" (Légumes)

sujet	ILD	ILD	ILD	ILD	ILD	ILD	ILD	ILD	ILD
	E.V. Agri. executé	Eau Potable executé	Dieu Merci executé	E.V. Agri. priorité	Eau Potable priorité	Dieu Merci priorité	E.V. Agri. préféré	Eau Potable préféré	Dieu Merci préféré
agroforesterie	x	x	x	x	x		x		
lutte anti-érosive	x	x	x	x	x				
compostière	x	x	x	x	x				
haricots volubiles	x		x				x		
culture maraichère	x		x	échec					
semence sélectionnée			x						
arbre fruitier									
intégration d'élevage							x		x

<sup>42</sup> *Quelles activités du Projet Kabare/des ONG les groupes poursuivent-ils effectivement dans votre village actuellement?*

*- Quelles sont les activités qui sont actuellement prioritaires?*

*- À votre avis, quelles activités estimez-vous sont importantes à l'avenir?*

production de semence				
approche colline				
aforéstation villageoise				
alphabétisation				
adduction d'eau			x	x
cistèrne				
captage de source				x
appui au centre de santé			x	x
appui aux activités génératrices de revenus (lesquelles?)			Dispens.	
construction de pistes			x	
autres:			Ponts	Ponts
				Construc- Vulgar.
				tion de bas-Agricole
				sins de la- et tout
				vage, des ce que le
				douches PK peut
				publiques program-
				et des mer
				écoles

## 5.2 Les expériences locales au cours de la réalisation des services de consultation

succès	potentialités
<p><b>Agroforèsterie</b> L'arbre est très utile. Il y a beaucoup de sortes d'arbres. Le bois peut servir à des usages très différents (charbon de bois, artisanat, bonne marchandise etc.)</p> <p><b>Lutte Anti-Érosive</b> L'érosion est arrêtée. Les champs sont protégés. Les plantes nourrissent le bétail. Les champs produisent plus.</p> <p><b>Compostière</b> Les récoltes augmentent. Beaucoup de personnes ont adopté cette technique.</p> <p><b>Approche Colline</b> Le fleuve Muhundu est protégé.</p>	<p><b>Agroforesterie</b> L'importance de l'arbre est bien comprise. Beaucoup de personnes s'intéressent à planter des arbres.</p> <p><b>Lutte Anti-Érosive</b> La technique des billons est mieux acceptée et les paysans la comprennent plus facilement. Les herbes semées sont importantes pour nourrir le bétail.</p> <p><b>Compostière</b> Beaucoup d'intérêt - évidence pratique. Succès facilement visible.</p> <p><b>Approche Colline</b> Actuellement, les arbres sont encore jeunes. Mais quand ils seront grands les gens verront le succès et sauront l'apprécier.</p>
échecs	entraves

<p><b>Agroforèsterie</b> Les arbres de l'année passée sont encore à la pépinière.</p> <p><b>Lutte Anti-Erosive</b> La réalisation est insuffisante. On a besoin de divers outils.</p> <p><b>Compostière</b> La quantité d'engrais ne suffit pas pour tous les champs.</p> <p><b>Approche Colline</b> Il y a beaucoup de problèmes parce que la population n'est pas assez sensibilisée. La population craint que si elle plante des arbres on lui enlèvera les champs.</p>	<p><b>Agroforèsterie</b> Planter des arbres est un travail supplémentaire. La récolte vient beaucoup plus tard en la comparant par ex. avec la culture des pommes de terre douces. C'est la raison pour laquelle les arbres ne sont pas prioritaires.</p> <p><b>Lutte Anti-Érosive</b> La technique est difficile à apprendre. Il y a beaucoup de travail supplémentaire. Des objectifs à long-termes sont localement difficiles à justifier.</p> <p><b>Compostière</b> La production demande beaucoup de force et on a faim. Il faut également une certaine aide.</p> <p><b>Approche Colline</b> Manque de sensibilité de la part de la population. Le sujet n'est pas assez connu.</p>
--	--

### 5.3 Les désirs concernant les objectifs de consultation souhaités

<b>potentialités</b>
<p><b>Construction de pistes:</b> La population est très dynamique et désire continuer ce projet.</p> <p><b>Dispensaires</b> existent déjà.</p> <p><b>Courant électrique:</b> Des lignes de courant électrique étaient branchées.</p> <p><b>Eau:</b> La source est captée et le personnel sur place.</p>
<b>entraves</b>
<p><b>Construction de pistes:</b> Il y a des problèmes parce que les habitants ne sont pas à même de construire des ponts.</p> <p><b>Dispensaires:</b> Il manque les instruments élémentaires.</p> <p><b>Courant électrique:</b> Les installations sont seulement provisoires. On a beaucoup bricolé et pour cette raison, cela pourrait devenir dangereux.</p>

## 6 Conclusion

Les résultats des usagers locaux des services de consultations montrent, malgré beaucoup de points communs, également quelques différences remarquables. Il est par exemple frappant que les paysans de Kinjuba sont bien plus réservés vis-à-vis de l'offre de consultation que ceux des autres villages, bien que selon l'information de l'interrogateur, les paysans de ce village en particulier s'accrochent à l'agriculture. Je pense que cette différence pourrait aussi résulter d'un style différent des interrogateurs qui ont fait les interviews. Ainsi l'interrogateur en question s'est peut-être montré spécialement critique face aux énoncés des personnes représentant l'opinion publique et ceux des groupes de base, ce qui peut naturellement se refléter dans les résultats. En outre, j'ai déjà été frappé dans d'autres enquêtes de sciences sociales que les personnes s'occupant très intensément

d'un thème, développent souvent une position autocritique prononcée. Pour cette raison, les différences constatées ne devraient pas être surinterprétées, d'autant plus qu'elles sont complétées par différentes observations qui montrent dans une toute autre direction.

En outre, il s'est montré au cours de l'enquête que différents problèmes existent au sujet de l'"approche colline". Ceux-ci doivent en partie être attribués au fait que le sujet n'a pas bien été introduit. Ainsi, les paysans de Kinjuba par exemple craignent "que, s'ils plantent des arbres, on leur enlèvera les champs". À Mubumbu, on a même en partie refusé de revenir sur ce thème parce que la population s'est sentie omise. À Bushumba, par contre l'introduction de l'"approche colline" est approuvée, mais les groupes ne connaissent pas encore ses possibilités. Dans l'ensemble, les données relevées montrent de façon impressionnante, combien les paysans et les paysannes s'engagent actuellement dans le domaine de l'agriculture. Les objectifs de consultation du Projet Kabare ont été en général suivis avec reconnaissance. Les services principaux qui ont abouti à une augmentation du rendement direct, ont été spécialement mentionnés - comme par exemple l'importance, entretemps reconnue par tous, de la production de compost, des adductions d'eau, de la réparation des pistes, mais on apprécie également la lutte anti-érosive, le reboisement et les mesures dans la domaine de l'agro-forêt. On peut trouver un indice pour ce développement dans les réponses à la question concernant le rôle social des réfugiés rwandais. On constate à l'unanimité que les réfugiés rwandais étaient des paysans excellents qui montraient quotidiennement aux villageois l'importance économique des objectifs de consultation offerts par le Projet Kabare. À cet égard, on souligne spécialement le billonnage du terrain et la culture des champs au fond des vallées ce qui a permis la culture en jachère des champs.

Même si les particularités locales ont une influence non-négligeable sur les vœux de services de consultation pour l'avenir (accès à la route, accès au courant électrique, installations des adductions d'eau et/ou réparation des adductions endommagés et ainsi de suite) on peut quand même dire dans l'ensemble qu'il est possible de donner suite à tous ces vœux par le système existant de service de consultation. Car le Projet Kabare offre tout un ensemble de services qui augmentent le rendement et qui correspondent à la priorité des paysans qui souhaitent avant tout l'augmentation du rendement. À cet égard, il n'y a pas de raison de changer le profil de réalisations des services principaux existants, d'autant plus que les réalisations existantes du Projet Kabare s'insèrent harmonieusement dans les besoins ruraux de renforcement de l'économie de subsistance.

Si toutefois il s'agit d'accorder le projet à la situation de crise qui prédomine actuellement, alors il faudra mesurer la compréhension actuelle du problème, l'importance sociale des réalisations du projet jusqu'à ce jour et la conception du projet à *tous* les résultats pertinents des aspects problématiques que cette enquête a mis au jour.

**PARTIE III La conception du projet  
à travers les données de l'enquête**

En rassemblant les perspectives du projet et celle du contexte global, des questions conceptuelles, qui finalement sont basées sur des décisions politiques en matière de développement, sont placées au centre de la discussion. Sur la base des données établies concernant les conditions-cadre, le bien-fondé de la compréhension du problème, valable jusqu'à présent, est analysé. Ensuite, les données relevées sont utilisées pour aligner les réalisations existantes avec les conditions sociales et pour les mettre en relation avec les désirs et les recommandations des personnes représentant l'opinion publique. Finalement, la question se pose, ce que le projet peut, après tout, réaliser sous les conditions sociales données et ce que d'autres acteurs pourraient reprendre - comme le BMZ le suggère - dans le cadre d'un nouveau fonds à créer.

Il est devenu manifeste que le projet a encore eu de la "chance", précisément parce qu'il s'occupe de formes rurales de l'amélioration du rendement qui, par leur nature même, sont peu soumises au changement social. Même si la compréhension du problème, qui est à la base du projet, ne donne plus satisfaction, vu les besoins actuels, et que la planification actuelle du projet fait naître le désir d'une autre concentration des activités, les réalisations principales du projet ont tout comme avant une grande acceptation sociale - à vrai dire, en partie pour d'autres raisons que celles assumées jusqu'à présent par la direction du projet.

## **1 Est-ce que l'analyse des problèmes du 3.98<sup>43</sup> est encore d'actualité?**

L'analyse des problèmes de l'offre du 5 mars 1998 décrit le problème de base comme suite: *"pauvreté croissante par suite d'une forte augmentation démographique et d'une productivité agricole très basse et un manque de diversité dans les activités économiques."* Maintenant avec l'invasion des rebelles (8.1998) dans la région du projet, la situation a fondamentalement changé, même si le problème de base mentionné ci-dessus continue naturellement à exister. Il ne peut toutefois plus être défini comme prioritaire. Car avec le nouveau problème de sécurité, la valeur sociale de quelques phénomènes sociaux, définis jadis comme problématiques, commence à se déplacer, soit que les phénomènes sociaux remplissent des fonctions qui ne sont pas problématiques, soit que de nouvelles configurations de problèmes surgissent qui recouvrent la compréhension antérieure du problème et qui n'étaient pas prévisibles dans cette forme, soit qu'ils disparaissent apparemment, bien qu'en principe ils restent encore problématiques.

### *1.1 Concernant le bien-fondé de l'économie de subsistance*

Jusqu'à présent, le bien-fondé de *l'économie de subsistance* a été avant tout mis en rapport avec la haute densité de la population, l'exploitation excessive des ressources naturelles et la différenciation économique faible. Mais avec la nouvelle guerre il y a un changement profond, car les relations commerciales se sont tout à fait effondrées, de sorte que la capacité des paysans de produire autant que possible pour leur propre consommation devient leur seule chance de survivre. L'offre de consultation du Projet Kabare a dans ce nouveau contexte social une importance toute particulière concernant la prévention des crises, parce

---

<sup>43</sup> L'analyse des problèmes du 3. 98 se trouve dans l'annexe 7

que le projet est orienté essentiellement vers l'augmentation du rendement des entreprises rurales à caractère autarcique à eux-mêmes et ceci à court, moyen et longterme.

### 1.2 *Concernant l'appauvrissement*

Le problème de *l'appauvrissement* de la population rurale, perçu jusqu'à présent avant tout comme suite de l'augmentation de la densité de population, de la faible productivité agricole et du manque de diversité, continue naturellement d'exister, mais est recouvert nouvellement par la guerre avec ses conséquences négatives au niveau humanitaire, social, économique et, d'une façon non négligeable, juridique. Il convient de rappeler par exemple le nombre considérable des expulsés internes, c'est-à-dire au sein d'une même région. On peut admettre que, dans la région du projet, environ 60'000 à 90'000 personnes sont à nourrir en plus. Suite aux troubles de la guerre, les cheptels ont été abattus en grande partie, ce qui diminue encore la fertilité du sol (manque de bouse) et a aussi comme conséquence que a) les paysans ne dispose plus de leur caisse d'épargne traditionnelle, b) ils risquent de perdre les droits leur revenant des contrats coutumiers<sup>44</sup> et en plus, on démontre à la population c) que *"la paix (structurelle) <sup>45</sup> est encore bien loin."*

### 1.3 *La valeur de l'élevage*

Suite à la nouvelle situation, il est plutôt sans importance que, dans le passé, *l'élevage* était plus une allure de prestige et dans une moindre mesure, un facteur économiquement important<sup>46</sup>. En principe, on pourrait s'imaginer que, socio-économiquement, l'élevage prendrait actuellement plus d'importance - puisque la situation économique est très fragile -, mais l'élevage du grand bétail est extrêmement menacé suite à la situation politique difficile au niveau de la sécurité. *"Le manque de nourriture pour les animaux due à une moindre disponibilités des fourrages et des pâturages"* est, comparé au premier phénomène, d'ordre secondaire.

### 1.4 *Concernant la question "Gender"*

Il est difficile d'évaluer dans quel sens *"le travail exorbitant fourni par les femmes, leur faible autonomie économique et leur situation désavantageuse dans une société marquée et dominée en grande partie par les hommes"*, gênent encore actuellement les innovations de la coopération technique. À mon avis, cet argument ne peut plus servir à expliquer le courant

---

<sup>44</sup> Selon l'information du représentant de "Justice et Paix", le droit coutumier prévoit que celui qui demande après la provenance du bétail demande après les contrats que les paysans ont conclu entre eux, parce que le bétail remplace (a remplacé) traditionnellement le contrat écrit.

<sup>45</sup> Dans des sociétés féodales traditionnelles, tel que le Bushi, la circulation du bétail remplit une importante fonction sociale (par ex. dans la formation des contrats de clientèle ou comme dot). Elle remplit pour ainsi dire la fonction de mastic relationnel parmi et entre les différents groupements de parenté. Plusieurs recherches ont démontré que la vie collective des paysans est perturbée dans ces fondements, si la circulation du bétail, comme partie de la structure de clientèle, s'effondre (voir par.ex. Gerd Spittler, 1977).

<sup>46</sup> J'aurais même des doutes au sujet de ce raisonnement sans d'autres circonstances (voir note 45).



des impulsions de développement au niveau local. À mon avis, leur évolution est certainement déterminée tout autant par les travailleurs migrants qui sont venus des villes et des mines et s'engagent en grande partie sur les champs et dans les groupes de base<sup>47</sup>. Par là, le potentiel en main-d'oeuvre disponible s'est déplacé et il y a des signes que la composition des groupes-cible ruraux devrait être changé pour mieux équilibrer le pourcentage homme-femme, bien que nous ne possédions pas de nouvelles données assurées à ce sujet. D'autre part, les impulsions de développement sont jugées en première ligne d'après leur utilité pour la survie directe, puisque la crise sociale est la vraie entrave au développement. La question de survie directe est pour cette raison nettement plus importante que les rôles traditionnels. En plus, le travail fourni par les paysans et paysannes est actuellement très élevé.

### 1.5 Concernant le problème de la mentalité preneur-parasite

Les organisations de premier secours et d'aide humanitaire qui sont actives dans cette région et dont la conception "*s'oriente dans la plupart des cas à une satisfaction des besoins par une distribution de produits à court terme*" ont émis la crainte qu'une "*mentalité des preneurs*" (dit parasite) pourrait s'établir au sein de la population rurale, une mentalité alors contraire à l'idée d'autopromotion maintenue par le projet. Notre recherche démontre par contre que suite à la détresse et à la misère commune, les communautés locales se montrent renforcées, un fait qui favorise plutôt les capacités d'autopromotion au niveau local. Il y a aussi des signes qu'un nouveau sentiment collectif s'est établi dans les villages (la solidarité locale qui a augmentée et qui semble même comprendre l'hierarchie locale traditionnelle). Ce sentiment a depuis peu une connotation rurale et nationaliste. Ainsi le nouveau sentiment "nous - le groupe" des villageois contient également des dangers dans le sens que le rapprochement local pourrait aller trop loin et que la question "qui est un véritable Shi congolais et qui vient de l'extérieur" pourrait de nouveau devenir actuelle. Ceci surtout par rapport aux personnes venant du Rwanda (éthnicité et xénophobie comme conséquence d'un déplacement d'une agression à localiser ailleurs). À cet égard, il serait à craindre que les capacités d'autopromotion au niveau local pourraient être affaiblies dans l'avenir par une possible ethnisation (surtout une phobie des Tutsi)<sup>48</sup>.

Les dommages qui ont été causés aux ressources forestières en partie par les réfugiés rwandais de même que les dommages d'érosion qui se sont produits entretemps sont maintenant bien visibles et la motivation d'y remédier a augmenté. En outre, le potentiel de main-d'oeuvre local qui a augmenté favorise la chance d'un changement fondamental.

### 1.6 Concernant le retrait de l'État

Il n'est pas contesté que *le retrait de l'État* a empiré la situation de l'instruction publique et du service sanitaire. Toutefois ce problème est recouvert d'un problème beaucoup plus grave: Les enfants et les jeunes ne peuvent plus aller à l'école parce qu'avec l'invasion des rebelles, toutes les écoles ont été fermées. Et du reste, la plupart parmi eux n'iraient probablement plus

---

<sup>47</sup> On rapporte de Kadju par ex. que les femmes sont fortement représentées dans seulement 2 des 10 groupes de base. Selon l'information de l'interrogatrice, les femmes de ce village sont beaucoup moins actives qu'elle ne l'avait pensé.

<sup>48</sup>...et pas de la "mentalité des preneurs" (dit parasite)

à l'école parce que la situation de sécurité n'est pas assez stable pour pouvoir se tenir plus longtemps à l'extérieur de la maison. Les armes en libre circulation permettent à des jeunes individus et des jeunes adultes de se mettre en bandes et de lancer des attaques à l'abri des ténèbres. Le service sanitaire finalement pâtit du manque d'argent liquide dans les régions rurales. Les médicaments, même quand ils sont vendus à des prix réduits par Caritas ou BOM, ne peuvent plus être achetés. Pour cette raison, il y a un renforcement de la médecine traditionnelle (surtout des herbes médicinales locales). L'approvisionnement en denrées alimentaires est aussi très précaire actuellement. À notre avis, il faudrait réfléchir dans quelle mesure les problèmes du service sanitaire devraient être pris en considération dans l'analyse des problèmes, d'autant plus que des personnes malades ou affaiblies ont de la difficulté à s'occuper d'eux-mêmes et portent ainsi préjudice aux efforts de développement.

### 1.7 *L'importance des ONG pour la politique de développement*

La grande *importance des ONG dans la politique de développement* rest intacte. Elles sont en partie soutenues au niveau international par différentes églises. Vu la situation difficile au niveau de la sécurité, ils ne sont pas non plus en état de fermer la lacune causée par le retrait de l'État. Mais comme autrefois, des impulsions importantes de politique de développement sont initiées par eux. Les services dans les domaines de l'approvisionnement de base (vulgarisation agricole, santé, eau potable, formation de base) sont spécialement approuvés. Leur force d'intégration politique est toutefois controversée (p.ex. la perte d'une vision déjà mentionnée). La tendance qui a été observée après l'arrivée au pouvoir de Kabila, de limiter systématiquement l'autonomie des ONG ne peut pas être confirmée actuellement - mis à part les considérations concernant la politique de sécurité. Selon les énoncés du gouverneur de la province, le gouvernement rebelle cherche au contraire à créer les conditions nécessaires au niveau politique pour favoriser des mesures de politique de développement. Ainsi, il cherche à améliorer leur propre acceptation sur le plan local et régional et à devenir acceptable au niveau international.

### 1.8 *Conclusion: Les idées-clés pour une nouvelle analyse du problème*

En comparant l'ancienne définition du problème avec la nouvelle prise de position basée sur les résultats de la recherche, la compréhension future du problème pourrait s'appuyer sur les considérations suivantes:

<b>Définitions du problème du 3. 98 (dernière offre)</b>	<b>Prise de position concernant la déf. du problème sur la base des données de l'enquête (2.99)</b>	<b>Idées principales pour une nouvelle compréhension du problème</b>
--	---	--

<p>économie de subsist. &amp; densité de pop. chargent la nature et réduisent le rendement du terrain et du travail.</p>	<p>Le problème de l'économie de subsist. continue en principe à exister mais <b>n'est pas prioritaire.</b></p>	<p>Les crises ne peuvent pas être additionnés! La fonction de l'économie de subsistance a fondamentalement changé. Actuellement elle est la chance de survie de la pop. civile.</p>
<p>L'appauvrissement augmente à cause de la densité croissante de la pop., de la faible product. agric. et du manque de diversité (éco. de subs.)</p>	<p>Le problème continue à exister, mais <b>n'est plus la cause primaire</b> de la pauvreté, <b>l'éco. de subsistance est la chance de survie!</b></p>	<p>L'appauvrissement croît à cause de la guerre, de la densité de pop., des expulsés internes, de la faible prod. agricole, du manque de diversité et de l'abattage du bétail.</p>
<p>L'élevage est trop orienté vers le prestige et trop peu vers l'économie.</p>	<p><b>Le grand bétail dépérit</b>, s'il y en a encore (bovinés, chèvres)</p>	<p>L'abattage des cheptels de grand bétail menace la cohésion sociale des paysans. Le danger existe en particulier que les vieux contrats de droit coutumier perdent leur force et vigueur, ce qui peut conduire à de nouveaux problèmes une fois que la guerre sera terminée. Comme la situation de sécurité est menacée, l'élevage des petites bêtes est actuellement en progrès (lièvres, lapins, cochons d'Inde).</p>
<p>La surcharge du travail des femmes et le modèle traditionnel du rôle de la femme entravent l'innovation puisque la charge supplémentaire est à la charge de la femme.</p>	<p>Le surcharge de travail des femmes continue mais <b>n'est pas la cause primaire de l'entrave</b> aux innovations venant de la coop. de devel., mais c'est la guerre; les hommes s'engagent plus fortement dans l'agriculture - <b>des stratégie de survie dominant.</b></p>	<p>Renforcement des communautés locales; potentiel de main-d'oeuvre en augmentation et formation d'un nouveau sentiment collectif favorise la coop. technique, mais tous sont accablés de travail; rapprochement local n'est pas volontaire, mais réponse à la misère; orientation vers la survie pourrait menacer les innovations de la coopération; danger d'ethnicité dans les régions rurales; des problèmes avec des bandes de jeunesse armées.</p>

<b>Définitions du problème du 3. 98 (dernière offre)</b>	<b>Prise de position concernant la déf. du problème sur la base des données de l'enquête (2.99)</b>	<b>Idées principales pour une nouvelle compréhension du problème</b>
Le retrait de l'État dégrade l'instruction publique et le service sanitaire.	Le problème est manifeste, mais <b>n'est plus la cause principale</b>	La mauvaise situation de sécurité et le retrait de l'État dégradent l'instruction publique et le service sanitaire, mais: Les problèmes de sécurité existants empêchent pour le moment d'une manière générale la fréquentation en principe des écoles et le régime sanitaire pâtit suite au manque d'argent liquide.
Les ONG remplissent des lacunes; diversité croissante d'ILD.	est juste	Les ONG remplissent des lacunes; la compétence des ONG est reconnue, diversité croissante d'ILD.
Avec l'arrivée au pouvoir de Kabila, l'autonomie des ONG est menacée	<b>n'est pas juste</b>	Critique ambivalente concernant la SC et le CRONGD; perte d'une vision globale pour la politique (de développement); réalisations des ONG dans les régions rurales continuent à être appréciées.
a) la guerre mène à une grande insécurité; b) la motivation pour investir dans l'avenir diminue	a) est juste  b) <b>est seulement en partie juste</b>	Des mesures pour augmenter le rendement sont fortement demandées; à cause de la guerre peur de mourir; la guerre ôte au présent l'avenir; motivation défensive (basée sur la survie); des investissements dans l'avenir sont demandés, si le résultat est directement visible (LAE), si le résultat se voit à moyen terme, l'intérêt est moindre.
a) Les mesures des organisations d'aide humanitaire sont contraires à l'idée d'effort personnel. b) elles favorisent la "mentalité de preneur dit parasite", ce qui porte préjudice à l'autopromotion.	a) est juste  b) <b>n'est pas juste</b>	Suite à la détresse et à la misère, très forte motivation à l'autopromotion, même dans des régions jusqu'à présent conseillées avec peu d'intensité par le Projet Kabare.

## 2 Les services du projet existant par rapport à la situation du problème définie

Si l'on prend la situation du problème définie comme critère, le présent profil des réalisations du projet peut être comparé de la manière suivante:

Situation du problème définie Situation du problème définie	Les réalisations du projet par rapport à la situation du problème définie
Perte de visions pour politique de développement des ONG; Coopération technique avec des ONG est reconnue	Le projet vise une coopération technique avec des ONG.
Rapprochement local; solidarité augmentée au sein des groupes; danger d'éthnicité? > prévention de crise?	Travail avec groupes de base; renforcement des capacités d'autopromotion des groupes de base.  <i>Pas d'offre pour favoriser le dialogue</i>
Situation d'occupation; la violence comme nouvelle dimension de la vie quotidienne; peur comme sentiment existentiel.	Influence sur situation d'occupation impossible, sauf politiquement; <i>pas d'offre pour un système local d'alerte, contrôle (sévère) de l'agression et traitement des victimes de guerre (conséquences du traumatisme).</i>
Économie de subsistance comme chance de survie	L'offre de consultation est orientée vers l'économie de subsistance
Les régions en bordure du parc sont dangereuses, il y a des attaques de groupes armés.	Les régions en bordure du parc sont desservies aussi bien que possible; l'extension des foyers améliorés réduit le besoin en bois du parc.
Situation du problème définie	Les réalisations du projet par rapport à la situation du problème définie
Situation du problème définie Situation du problème définie	Les réalisations du projet par rapport à la situation du problème définie
Perte de visions pour politique de développement des ONG; Coopération technique avec des ONG est reconnue	Le projet vise une coopération technique avec des ONG.

Médiation locale par "Justice et Paix"; tendance à étouffer des conflits sérieux; problèmes avec des bandes de jeunes armées, tendance au renforcement des autorités traditionnelles.	<i>pas d'offre pour analyser les conflits et pour renforcer le maniement des conflits paisiblement</i>  <i>pas d'offre pour le travail avec la jeunesse.</i>  <i>Jusqu'à présent pas de coopération avec les autorités traditionnelles.</i>
Le potentiel de main-d'oeuvre augmente; composition du groupe-cible? (hommes/jeunes)	Le projet est orienté vers l'amélioration de la situation de la femme; potentiel de main-d'oeuvre augmenté peut être utilisé
La base d'alimentation est en danger.  Décapitalisation des entreprises agricoles	Des méthodes de culture adaptées au terrain à cultiver <i>pas d'offre pour des situations aigues de détresse.</i>
Des capacités d'autopromotion en agriculture et dans le service de santé; renforcement de la médecine traditionnelle	Le projet est orienté vers l'autopromotion des capacités agricoles;  <i>pas d'offre pour des problèmes du service sanitaire</i>
L'augmentation du rendement a la première priorité	Un ensemble d'offres augmentant le rendement

Rapprochement local; solidarité augmentée au sein des groupes; danger d'éthnicité? > prévention de crise?	Travail avec groupes de base; renforcement des capacités d'autopromotion des groupes de base.  <i>Pas d'offre pour favoriser le dialogue</i>
Situation d'occupation; la violence comme nouvelle dimension de la vie quotidienne; peur comme sentiment existentiel.	Influence sur situation d'occupation impossible, sauf politiquement; <i>pas d'offre pour un système local d'alerte, contrôle (sévère) de l'agression et traitement des victimes de guerre (conséquences du traumatisme).</i>
Économie de subsistance comme chance de survie	L'offre de consultation est orientée vers l'économie de subsistance
Les régions en bordure du parc sont dangereuses, il y a des attaques de groupes armés.	Les régions en bordure du parc sont desservies aussi bien que possible; l'extension des foyers améliorés réduit le besoin en bois du parc.
Situation du problème définie	Les réalisations du projet par rapport à la situation du problème définie
Médiation locale par "Justice et Paix"; tendance à étouffer des conflits sérieux; problèmes avec des bandes de jeunes armées, tendance au renforcement des autorités traditionnelles.	<i>pas d'offre pour analyser les conflits et pour renforcer le maniement des conflits paisiblement</i>  <i>pas d'offre pour le travail avec la jeunesse.</i>  <i>Jusqu'à présent pas de coopération avec les autorités traditionnelles.</i>
Le potentiel de main-d'oeuvre augmente; composition du groupe-cible? (hommes/jeunes)	Le projet est orienté vers l'amélioration de la situation de la femme; potentiel de main-d'oeuvre augmenté peut être utilisé
La base d'alimentation est en danger.  Décapitalisation des entreprises agricoles	Des méthodes de culture adaptées au terrain à cultiver <i>pas d'offre pour des situations aigues de détresse.</i>

Des capacités d'autopromotion en agriculture et dans le service de santé; renforcement de la médecine traditionnelle	Le projet est orienté vers l'autopromotion des capacités agricoles;  <i>pas d'offre pour des problèmes du service sanitaire</i>
Situation du problème définie Situation du problème définie	Les réalisations du projet par rapport à la situation du problème définie
Perte de visions pour politique de développement des ONG; Coopération technique avec des ONG est reconnue	Le projet vise une coopération technique avec des ONG.
Rapprochement local; solidarité augmentée au sein des groupes; danger d'éthnicité? > prévention de crise?	Travail avec groupes de base; renforcement des capacités d'autopromotion des groupes de base.  <i>Pas d'offre pour favoriser le dialogue</i>
Situation d'occupation; la violence comme nouvelle dimension de la vie quotidienne; peur comme sentiment existentiel.	Influence sur situation d'occupation impossible, sauf politiquement; <i>pas d'offre pour un système local d'alerte, contrôle (sévère) de l'agression et traitement des victimes de guerre (conséquences du traumatisme).</i>
Économie de subsistance comme chance de survie	L'offre de consultation est orientée vers l'économie de subsistance
Les régions en bordure du parc sont dangereuses, il y a des attaques de groupes armés.	Les régions en bordure du parc sont desservies aussi bien que possible; l'extension des foyers améliorés réduit le besoin en bois du parc.
Situation du problème définie	Les réalisations du projet par rapport à la situation du problème définie

L'augmentation du rendement a la première priorité	Un ensemble d'offres augmentant le rendement
--	--

Médiation locale par "Justice et Paix"; tendance à étouffer des conflits sérieux; problèmes avec des bandes de jeunes armées, tendance au renforcement des autorités traditionnelles.	<i>pas d'offre pour analyser les conflits et pour renforcer le maniement des conflits paisiblement</i>  <i>pas d'offre pour le travail avec la jeunesse.</i>  <i>Jusqu'à présent pas de coopération avec les autorités traditionnelles.</i>
---	---

Le potentiel de main-d'oeuvre augmente; composition du groupe-cible? (hommes/jeunes)	Le projet est orienté vers l'amélioration de la situation de la femme; potentiel de main-d'oeuvre augmenté peut être utilisé
--	--

La base d'alimentation est en danger.  Décapitalisation des entreprises agricoles	Des méthodes de culture adaptées au terrain à cultiver <i>pas d'offre pour des situations aigues de détresse.</i>
---	--

Des capacités d'autopromotion en agriculture et dans le service de santé; renforcement de la médecine traditionnelle	Le projet est orienté vers l'autopromotion des capacités agricoles;  <i>pas d'offre pour des problèmes du service sanitaire</i>
--	---

L'augmentation du rendement a la première priorité	Un ensemble d'offres augmentant le rendement
--	--

Les contours esquissés montrent que, mis à part les mérites décrits, les lacunes essentielles de réalisation se trouvent dans les domaines suivants:

- faire face à des situations de détresse aigue;
- l'appui/amélioration du régime sanitaire locale (approvisionnement en médicaments, traitement des personnes traumatisées);
- l'amélioration des relations sociales (établir le dialogue, contrôle de l'agression sévère, les bandes militantes et les bandes de jeunesse;
- maniement du danger d'attaques ultérieures;

- manquement de conflit local.

Même si tous les acteurs désirent remplir ces lacunes, il faut reconnaître que la menace militaire permanente limite considérablement le rayon opératif. À cela s'ajoute que, selon les données, il n'est pas toujours clair quel est l'arrière-plan des lacunes mentionnées et finalement, il est aussi compréhensible qu'un projet doit maintenir son profil bien reconnaissable, surtout par des temps aussi agités et difficiles.

## 2.1 Des lacunes concernant les services offerts: Questions ouvertes

a) *promotion de dialogue*: À plusieurs reprises, il était question que, dans la région d'intervention du projet, une tendance au développement d'un problème d'éthnicité pourrait se préciser. Les données s'y référant ne sont toutefois pas claires et ne permettent pas des précisions plus nettes. Il est possible que la situation contradictoire des données est due aux questionnaires utilisés dans les villages. Car toutes les indications à ce sujet proviennent de personnes qui n'étaient pas engagées pour enquêter dans les villages. Toutefois, les personnes, qui ont soulevé le problème de l'éthnicité sont étroitement liées à la population rurale de la Collectivité Kabare, tel que par exemple le représentant de "Justice et Paix".

b) *Système d'alerte*. Concernant la menace armée on rapporte d'Ishungu que les paysans ont déjà développé un système approprié d'alerte local. Ils battent sur des fûts ou des tambours pour donner l'alerte aux voisins. Il n'est pas clair combien ce système est répandu et si de tels avertissements sont vraiment effectifs et quelles mesures de précautions en résultent. On peut se poser la question, si le projet pourrait s'y insérer pour clarifier certains points et évaluer les structures de communication ou si cette tâche est à laisser à d'autres organisations, étant donné qu'elle peut (aussi) être politiquement délicate.

c) *manquement paisible de conflit*. On rapporte bien de tous les villages que la fréquence locale des conflits est en diminution et que l'ONG "Justice et Paix", aidée par l'église catholique est en mesure d'intervenir en tant que médiateur dans la plupart des conflits. Il n'est toutefois pas clair ce qui se passe avec les conflits locaux "étouffés", qui par leur nature même sont les plus difficiles, parce qu'ils continuent à couver en profondeur et peuvent former des configurations entières qui attisent une dynamique dangereuse une fois que la guerre sera finie. Vu les énoncés protocolaires du représentant de "Justice et Paix", la question se pose, ce que les droits et obligations locaux vont devenir après l'abattage du bétail. Ce dernier avait la fonction de témoins sous le droit coutumier et remplaçait des contrats écrits. Est-ce que ces droits et obligations sont maintenant notés par "Justice et Paix" pour prévenir des conflits futurs? Est-ce que l'ONG dispose de ressources suffisantes pour faire cela? Il serait aussi à clarifier comment on pourrait approcher la jeunesse plus activement.

Avant de pouvoir développer une offre concernant des mesures qui susciteraient la paix dans les régions rurales (favoriser le dialogue; façon de se conduire sur le plan local vis-à-vis des attaques armées et des bandes de jeunes, manquement de conflits locaux), il serait d'abord nécessaire de clarifier par une étude dans les villages, si et le cas échéant comment, avec l'assistance de quels acteurs on pourrait intervenir.



d) *Coopération avec des autorités traditionnelles.* Jusqu'ici une coopération ne s'est pas imposée avec des autorités traditionnelles, d'autant plus qu'elles étaient jadis des appuis locaux du Mobutisme cléptoman. Actuellement, la situation a changé et avec la réalisation d'une planification coordonnée de l'utilisation des terrains ("approche colline") il faudra se faire une raison et tenir compte de leur position dans le travail du projet.

e) *Offre pour des situations de détresse aigues.* Dans des villages spécifiques un besoin de secours en détresse est confirmé, mais la question se pose, dans quelle mesure le projet devrait assumer des fonctions de secours en détresse ou si ces tâches devraient plutôt être déléguées à d'autres organisations que le Projet Kabare (formation de plate-formes appropriées).

## 2.2 Désirs et recommandations des personnes représentant l'opinion publique

En principe, tous les interrogés reconnaissent que le projet a joué un rôle important pendant la crise actuelle (introduction de semences adaptées, propagation de méthodes pour la culture agricole dans les marais etc.). Les désirs et recommandations qui suivent se réfèrent en partie aux lacunes de réalisation mentionnées ci-dessus, mais en partie ils vont au-delà. Ils sont présentés ci-dessous dans un ordre arbitraire. Leur degré de concrétisation est tout de même très différent.

- i. La région se sent à juste titre isolée de la communauté internationale - en partie également à cause du départ allemand - et pour cette raison on demande que le Projet Kabare assume une fonction de *plaque tournante d'information*. En tant que représentant d'un donneur international important, il pourrait s'engager d'une part pour que les connaissances concernant les conditions de vie réelles et la situation des droits de l'homme en particulier soient diffusées de façon efficace à un public élargi. D'autre part, il pourrait utiliser ses nombreux contacts avec des instances internationales pour pourvoir la région régulièrement d'informations pertinentes pour elle. Et finalement, cette plaque tournante servirait aussi à pourvoir les organisations internationales qui éventuellement seraient de nouveau actives sur le terrain, avec des informations appropriées concernant la vie quotidienne rurale au lieu de les laisser simplement aller leur train. Ici, le projet aurait une responsabilité spéciale suite à sa bonne connaissance de la région.
- ii. Le Projet Kabare pourrait prier la GTZ de défendre les intérêts de la région sur le parquet international. La GTZ devrait s'engager auprès des hommes et femmes politiques en Europe pour que des initiatives soient entreprises en vue de réunir les protagonistes ennemis autour d'une table ronde, pour ouvrir des négociations et pour arrêter la guerre et trouver des solutions viables.
- iii. Mis à part les différents groupes de base, les personnes représentant l'opinion publique de Bukavu désirent également que le projet s'occupe plus du problème de l'entretien des routes.
- iv. La mère du roi (mwami-kazi) prie le projet de s'engager spécialement pour les personnes désavantagées socialement (veuves, femmes, enfants/orphelins). Celles-ci

- pourraient être assemblés dans de petites unités de production (promotion du petit artisanat et sim.).
- v. En outre, il serait indispensable d'envisager des mesures dans le domaine du service sanitaire.
  - vi. Et finalement, elle souhaite que le projet participe à des programmes de rétablissement de la paix. *"Comme la heine ethnique a pris pied, les gens ont développé toute une série de préjugés négatifs vis-à-vis de l'autre - par exemple, tous les Banyarwanda sont mauvais. Il y en a qui ont cette conviction et qui croient également que chaque Tutsi est un menteur etc. Oui, cela est répandu de façon générale et pourrait être travaillé dans un dialogue organisé. Le fait d'étiqueter les hommes/femmes a changé le comportement et il faut accepter cela."* L'interrogateur suggère de réaliser des séminaires qui montreraient comment apprendre à analyser et manier un conflit. *"Souvent les personnes concernées mélangent trois choses: Elles mélangent les hommes/femmes, les problèmes et les procédés - et si tout cela est mélangé, on ne sait naturellement plus comment trouver une solution<sup>49</sup>. Les agents de la coopération devrait avoir la possibilité d'apprendre des méthodes d'analyse de conflit pour leur permettre à l'avenir de mieux séparer les conflits provenant des rapports d'homme à homme et les conflits dûs aux structures. Cela serait un très grand soulagement (...)"*
  - vii. Un autre problème concerne le traumatisme. *"Suite aux évènements terribles, la population est traumatisée. Actuellement, on ne peut pas s'appuyer uniquement sur le service médical pour traiter ce problème. Il y a des gens qui ont des problèmes psychiques et sont malades; ils sont confus, peut-être ils ne font pas beaucoup de bruit, mais sont des fous calmes. Il y a aussi l'histoire des enfants qui sont un peu perturbés qui développent une nouvelle culture, c'est-à-dire la culture de la violence et de la haine. Si le projet installe des plate-formes, comme par exemple la plate-forme de l'alphabétisation - pourquoi ne serait-il pas possible de réunir les groupes qui voudraient s'occuper du problème des conséquences de la guerre? (...) Comment peut-on soutenir l'entretien des captages d'eau si les hommes/femmes qui doivent le faire n'en sont plus capables, parce qu'il y a continuellement autre chose qui passe dans leur tête? (...)"*
  - viii. On rapporte en plus de Bushumba et de Kinjuba que l'on cherche de limiter le problème des bandes armées par l'électrification. À Kinjuba, il semble que des premiers succès aient été réalisés par ce moyen.

### 3 Qu'est-ce que le projet peut réaliser?

Un grand problème que le projet rencontre dans la phase actuelle, c'est la situation de sécurité instable causée par l'occupation militaire de la région d'intervention et par les attaques

---

<sup>49</sup> La même personne: *"Lorsque j'étais à Kadjeje, dans un programme d'autopromotion, j'ai vu moi-même que les gens se plaignaient et racontaient que les éléphants sortaient du parc pour détruire leurs champs et leurs plantations, mais que l'on ne pouvait pas porter plainte devant le PNKB, car pour ce projet, les éléphants étaient plus importants que nous-mêmes. Voilà - c'est ainsi que les gens pensent. Les représentants du PNKB ne sont pas bien vus par la population, on dit qu'ils excitent les éléphants pour qu'ils détruisent les champs des paysans et les activités de ces agents doivent tout de même avoir une raison - haihm - c'est ainsi que cela commence avec les suspicions!"*

permanentes des bandes armées. Elles stimulent chaque fois à nouveau les sentiments de haine, de panique et de xénophobie, favorisent les nationalismes de couleur ethnique et attirent une culture de violence. Suite *”au desarroi général à l’issue incertaine et au grand danger de collaboration avec les parties en conflit”*, la direction du projet met tout en oeuvre pour que le projet garde sa neutralité. C’est surtout pour cette raison que *”ce n’est pas possible d’influencer la crise dans le cadre du projet, puisque le conflit militaire est actuellement prioritaire. Des activités qui visent à détendre la situation ainsi qu’à prévenir des crises sont donc seulement concevables d’une manière indirecte.”*

On peut naturellement se demander, dans quelle mesure ce serait raisonnable qu’un projet classique qui s’occupe de la bordure du parc s’engage également dans des domaines qui n’ont qu’un rapport indirect avec les objectifs à atteindre. D’autant plus que l’ensemble des offres existantes est bien intégré et très complexe et a un profil clairement reconnaissable - ce qui est en principe souhaitable, surtout dans des temps aussi mouvementés qu’à présent. D’autre part, le projet est d’une manière ou d’une autre directement touché par toutes les conséquences de guerre et de crise - dans un sens *”positif”* aussi bien que *”négatif”*.

En complétant le rapport PVK<sup>50</sup> existant, quelques propositions ultérieures, résultant de l’étude, sont pour finir présentées dans une suite libre. Ces propositions, en accord avec le Projet Kabare, pourraient aussi inspirer des représentants du fonds de crise. Cette suggestion est d’ailleurs valable pour toutes les autres propositions.

**1.** Les conditions-cadre de la société ont été ébranlées par la nouvelle situation de crise. La présente étude montre comment quelques piliers essentiels influencent de façon prononcée le cours du projet (retour des migrants, exode de la ville, abattage du bétail, autre signification de l’économie de subsistance et sim.), en poussant les paysans pour ainsi dire *”dans les bras du projet”*. Le rapport PVK recommande pour cette raison qu’il est impérieux que le système du *”monitoring”* à introduire devrait contenir des données concernant les conditions-cadre et la situation générale des groupes-cible. L’expert expose ci-après ses idées à cet égard:

qu’un workshop sera réalisé à Cyanguu pour le personnel dirigeant et qu’un questionnaire simple sera développé qui suivra éventuellement les résultats de la présente étude. Ce questionnaire pourra être utilisé et interprété par les représentants locaux;

que cet instrument serait appliqué dans des intervalles à fixer;

que la GTZ, en accord avec le BMZ, développera en parallèle avec la planification en cours 3 à 4 modèles variantes qui tiendront compte de changements possibles des conditions-cadre:

- Que faire, si nos hypothèses concernant la composition du groupe-cible s’avèrent juste?
- Que faire, si un jour, tous les jeunes au bien tous les hommes seront recrutés?
- Que faire, si une partie du groupe-cible *”disparaît”* pour des raisons non prévisibles (p.ex. suite à des expulsions) et seul les vieux/vieilles resteront sur place?
- Que faire, si un grand nombre d’expulsés au sein d’une même région soudainement *”peuple”* la région d’intervention?

---

<sup>50</sup> Voir rapport PVK de mars 1999, pages 64sv.

- Que faire, si le commerce reprend dans certaines localités spécifiques?
- Que faire, si un grand nombre d'organisations d'aide humanitaire réapparaît et absorbe une partie importante du groupe-cible etc.?

Des réponses à ces questions devraient être cherchées maintenant. Si des changements ultérieurs se produisent, il serait alors possible de réadapter le projet et de faire les changements nécessaires et continuer selon les variantes 1,2,3 afin de garantir le manie-  
ment du projet le mieux possible.

Il est également concevable que les instruments d'enquête à développer pour les représentants locaux seront mis en accord avec les variantes à développer, de sorte qu'il suffirait de faire venir de Bukvau seulement quelques données de base essentielles afin de se réorienter alors rapidement et efficacement. À ce propos, il serait également possible d'avoir recours au travail par delà les secteurs dans la maison-mère de la GTZ.

**2.** Tout en sauvegardant la neutralité, il serait possible de donner suite à la demande des personnes représentant l'opinion publique que le Projet Kabare devrait assumer une fonction de plaque-tournante d'informations (page 84). Il faudrait donc exclure la transmission de nouvelles politiques.

**3.** Dans le cadre d'un engagement éventuel pour le service sanitaire, le problème des personnes traumatisées devrait absolument être considéré et il serait nécessaire de chercher des partenaires compétents qui pourraient s'occuper de telles questions.

**4.** Les résultats de cette étude pourraient aussi servir à rédiger une brochure de post-alphabétisation dans laquelle des conseils seront donnés comment le paysan avisé et la paysanne avisée s'arrangent avec la crise. Quelles sont les méthodes de culture qui augmentent le plus le rendement? Comment résoudre le problème du manque de diversité des produits agricoles à vendre? Comment se protéger contre les bandes armées (système d'alarme)? Par ce moyen, il serait également possible de rendre public les conclusions importantes de cette étude et les paysans pourraient en prendre connaissance (exode urbain, intégration des jeunes etc.).

**5.** Le projet devrait s'occuper également du problème de l'électrification - surtout à cause des dangers que les ténèbres représentent pour la population rurale.

-----